

Arab League monitors search for alleged Al-Assad government abuses

SYRIA PRESS REVIEW #16

Tuesday, December 27, 2011

As usual, the Atlantic and Gulf press relays without checking the claims put out by the Syrian Observatory of Human Rights (London Office of the Syrian Muslim Brotherhood). According to these: the city of Homs is besieged by 400 armored tanks that are shelling the Baba Amro neighborhood; the army dug trenches around the city to prevent the population from fleeing; and, in anticipation of the Arab League observers' visit, the "regime" changed the sign posts to obstruct their search for the desired locations.

Several newspapers have echoed the allegation carried by Maariv (Israel) that President Bashar al-Assad is contemplating exile in Moscow. Actually, he had planned an official visit that was postponed in view of the political instability in Russia.

- The editors of *Le Figaro* (France) and *The National* (UAE) wonder whether the Arab League will measure up to the new role it has pursued since the reform of its decision making process (majority rather than by consensus). However, an intergovernmental organization which adopts a coercive decision against one of its members by majority rule is a contradiction in terms, and has never been heard of.
- *Le Temps* (Switzerland) is the next to have released the report by Edith Bouvier published earlier in *Le Figaro* (France). After *ABC* of Spain, it is the third major European daily to confirm that members of Al Qaeda in Libya are at the head of the Free Syrian Army.
- The *Corriere della Sera* picks on Asma al-Assad, the president's wife. After recently celebrating her beauty and charm, the Italian daily compares her to Mrs. Ben Ali.
- Jonathan Schanzer observed in the *Jerusalem Post* that Hamas is now divided into two factions. One aspires to bask in the international recognition enjoyed by the Muslim Brotherhood by abandoning the armed struggle, while the other, backed by Damascus, persists in believing that there can be no other type of struggle except through arms.

- Despite the public pressure he is under, Lebanese Defense Minister Fayed Ghosn maintains his accusations regarding Al Qaeda's infiltration in the Syrian refugee camp of Ersal, reports *L'Orient-le Jour*.
- The editor of *Today's Zaman* (Turkey), Ergun Babahan, notes that the chaos in Iraq and Syria will boost Kurdish ambitions for the establishment of an independent state. From this perspective, he interprets the ongoing debate on the constitutional reform in Turkey as an omen of a Turkish federal state that would absorb the Kurdish provinces of Iraq and Syria. However, this runs counter to the map of the U.S. chiefs of staff for the remodeling of the greater Middle East, on which Turkey's Kurdish province has been amputated to make room for an independent and federal Kurdish state.
- The *Tehran Times* reports on President Ahmadinejad's ironic remarks about the rulers of the Gulf Cooperation Council who manipulate the Arab League against Syria. He spoke of them as a club of dictators who give lessons on elections and democracy.
- In the *Global Times*, university professor Wu Bingbing analyzes the evolution of the Middle East as a late consequence of the demise of the USSR. The end of the bipolar system paved the way for an attempt at hegemony by the United States, and now by Turkey. But Beijing's interest is to oppose any unipolar system and, instead, promote the emergence of a multipolar governance.

Le Monde (France)

La mission d'observation en Syrie entre en action

Les experts de la Ligue arabe doivent se rendre, le 27 décembre, dans la ville d'Homs, encerclée par l'armée syrienne

Les observateurs arabes sont à pied d'œuvre en Syrie. Un premier groupe, composé d'une cinquantaine d'experts des questions de sécurité et de droits de l'homme, devrait se déployer dans le pays dès mardi 27 décembre. Une équipe d'une dizaine de personnes est attendue ce jour-là à Homs [centre], bastion de l'insurrection, où de nombreux bombardements ont fait quatre morts et 134 blessés ce dimanche.

Les villes de Hama et Idlib [nord], deux autres foyers du mouvement, devraient également être visitées mardi par la mission de la Ligue arabe, qui a prévu de se rendre le lendemain à Qamischli [nord-est] et Dair Al-Zor [est].

Après les tâches commençées lundi et mardi 26 et 27 décembre par les forces de sécurité du régime syrien dans la province d'Idlib, le Conseil national syrien (CNS) qui fédère la plupart des mouvements d'opposition, avait exhorté samedi à la mission arabe à se rendre à Homs, troisième ville du pays, assiégée par les forces fidèles au président Bachar Al-Assad.

Les violences se concentrent autour des quartiers sunnites, comme Baba Amr, un lac de ruelles, dont les entrées sont barricadées et surveillées par des membres de l'Armée syrienne libre (ASL), l'embryon de branche militaire de l'opposition, dont l'équipement est principalement constitué de kalachnikovs.

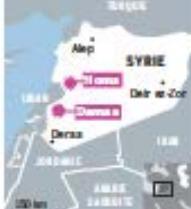
Le quartier qui est régulièrement bombardé vit dans la hantise des embûches meurtrières sur les toits en terrassements. « Les résidents de Homs qui font face à un risque de crise contre l'humanité, appellent à l'aide et mettent en garde contre danger qui pèse sur eux si la Ligue arabe ne leur envoie pas immédiatement ses observateurs », indiquait le communiqué du CNS.

Selon le Centre de recherche et de communication stratégique (CIRS), le think tank du CNS, basé à Londres, l'armée syrienne a entrepris de creuser des tranchées autour de la ville pour empêcher la population de prendre la fuite. Des tirs systématiques sur les principales artères et des centaines de véhicules sont déployés sur le campus de l'université, ainsi qu'autour des quartiers de Baba Amr et Huy Sharara.

Toujours selon le CIRS qui cite des sources locales, les forces fidèles au président Assad auraient reçu le renfort de miliciens islamiques, tatars et libanais. Des informations invérifiables discou-



A Homs, dans le quartier de Baba Amr, le 16 décembre. © AP/SIPA



re indépendante, dans la mesure où les autorités syriennes interdisent aux médias internationaux de se rendre sur place.

Le reassurement du siège de Homs intervient dans la foulée du double attentat à la voiture piégée qui a frappé des bases des services de sécurité syriens, à Damas, vendredi. Des milliers d'habitants de la capitale se sont pressés samedi aux funérailles des 44 victimes de ces attaques. Le ministère des Affaires

religieuses, Abd Al-Sattar Al-Sayed, a déclaré la grande mosquée des Omeyyades un cimetière désigné par des dignitaires chrétiens et musulmans, qui dénoncent un « dangereux complot cardiaque contre la Syrie ».

Cent cinquante personnes ont également été blessées dans les explosions qui ont été immédiatement imputées à Al-Qaïda par le bataillon d'Idlib.

Pour l'opposition, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un coup monté, destiné à détourner l'attention du premier groupe d'observateurs arabes – arrivé jeudi en Syrie – de la répression en cours dans des villes comme Hama, « Le régime et son appui à Al-Qaïda portent l'unique et directe responsabilité de ces exactions terribles, » a déclaré le CNS.

La branche syrienne des Frères musulmans, qui fait partie du CNS, a pour sa part accusé le régime d'avoir fabriqué toutes ces pâ-

cées, un communiqué revendiquant les attaques qui a été relayé en ligne sur un site présentant comme celui de la conférence.

Dès que Le Caire, le chef de la Ligue arabe, l'Egyptien Nabil Al-Arabi, avait dénoncé les attentats, tout en assurant que ces actes n'empêcheraient pas la mission des observateurs (...) de mener à bien sa tâche.

Dimanche, son chef, le général souduain Mehmoud Al-Dale, a atterri à Damas. Avec le bras droit de Nabil Al-Arabi, Saif Al-Yassid, débarqué trois jours plus tôt, ce fidèle du président souduain Omar Al-Bachir est chargé de préparer le terrain au déploiement d'environ 150 observateurs à tel la fin de la semaine.

C'est lundi 27 décembre, après six semaines de tergiversation, durant lesquelles près d'un millier de civils ont péri, que Damas avait paraphié le protocole d'admission des observateurs sur son sol. Celui

fait partie d'un plan de sortie de crise plus large qui comprend un cessez-le-feu, le retour de l'armée dans les casernes, la libération des prisonniers et l'instauration d'un dialogue avec l'opposition.

Personne que le président Assad n'a aucune intention d'appliquer ce plan, le CNS redoute qu'il ne se serve de la mission arabe

pour diviser que Damas ne se serve de la mission arabe pour diviser la communauté internationale et gagner du temps.

Dans un communiqué vendredi, il affirmait que plusieurs prisonniers avaient été vidés de leurs détours en prévision de la

visite des observateurs. « Les prisonniers politiques ont été transférés dans des casernes et des bases des services de sécurité, qui sont hors d'accès des observateurs, affirme Bassma Kodmani, la porte-parole du CNS. Ils ont été remplacés par des détenus fictifs ».

Selon le CNS, le personnel des hôpitaux aurait également reçu l'ordre de ne pas parler aux observateurs et de dissimuler toute trace de tueries.

Pour Nabil Al-Arabi, il faudra une semaine seulement pour constater le respect ou non du plan de paix par les autorités syriennes. « Une semaine de temps, pour Burhan Ghalioune, le chef du CNS. Nous voulons que ce régime n'en aille pour que nous puissions vivre en paix. Il n'est pas raisonnable que le sang coule à Homs et à Idlib et que la communauté internationale ne fasse rien pour stopper ce régime fasciste. » ■

BENJAMIN BARTHE

Le Figaro (France)



Homs, ville martyre, attend les observateurs

L'armée syrienne accélère la répression, à la veille de la mission de la Ligue arabe.

PIERRE PIERRE

était toujours le théâtre d'affrontements violents. Hier, des vidéos montrent de l'armé national syrien tirer à la mitrailleuse en pleine tête et des corps d'hommes brûlés à la ferme. « Il y a environ 30 tués, dit Bachar al-Assad, conseiller du Rattachement de la communauté syrienne à l'étranger, une association basée en France. Il s'agit des habitants. Il y a de nombreux corps des deux côtés du bâtiment et d'environ 100 personnes dans la rue. »

PROXIE-ORIENT En attendant la Ligue arabe, la ville de Homs était hier la vitrine d'une répression en règle des troupes syriennes. Comme si le régime trouvait matière toutes ses forces dans la haine. Juste avant l'arrivée des observateurs arabes dans cette ville de plus de deux millions d'habitants, piégée de la frontière libanaise, et jusqu'à l'heure l'un des principaux centres de la révolte contre le président Bachar al-Assad. Dimanche, le Conseil national syrien (CNS), rattachement de plusieurs mouvements d'opposition, avait annoncé que le quartier de Baba Amr était « assiégé et sous la menace d'une attaque militaire de la part d'une force estimée à 4 000 soldats ». Hier, la zone

observée n'était loin déjà à l'abri. Hier, « nous n'avons pas pu rentrer », témoigne al-Talib. « C'est malaisé pour un gars normal : » Non, il y a vraiment un sentiment de répression qui existe à Homs, des larmes après-midi. Mais le chef de la révolution, le général Muhammad al-Assad al-Daoud, a déclaré que les engagés arrivent aujourd'hui. Selon le président du CNS, Bachar Ghouloum, des

projets de resolution parvinrent plus tôt qu'attendu. Pour le CNS, qui a également accepté la démission du président Bachar al-Assad, comme proposition représentative des deux côtés de la crise. Les représentants de l'opposition sont d'autre part demandés immédiatement au Conseil de sécurité l'organisation d'un régime syrien, la Chine et la Russie, étaient alors de modérer leur vote au plan arabe qu'ils avaient pris au départ du débat.

L'ONU doit adopter le plan arabe, dit l'opposition

LE CONSEIL national syrien (CNS), qui regroupe la majorité de l'opposition à Bachar al-Assad, a demandé lundi au Conseil de sécurité des Nations unies d'adopter « le plan de la Ligue arabe sur la Syrie, estimant que celle-ci devait « poser les moyens de la faire appliquer ». Le plan de la Ligue arabe, établi après la révolution syrienne, a été approuvé hier vendredi au plan arabe qu'il

Libération (France)

En Syrie, Homs toujours dans la tourmente

RÉPRESSION Au moins 23 personnes ont été tuées hier par les forces de Bachar al-Assad.



Les forces syriennes ont lancé une offensive militaire majeure contre plusieurs quartiers de Homs, un bastion de l'opposition au régime, faisant au moins 23 morts, à quelques heures de l'arrivée des observateurs de la Ligue arabe. «Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Baba Amro ont fait hier matin 15 morts et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours», a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). **Assaut.** Plus au nord, trois civils, dont un adolescent, ont été tués dans la province de Hama quand les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Khattab, et un jeune homme de 17 ans a été tué par les tirs de l'armée à Saraqeb, dans la région d'Idleb (nord-ouest).

L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, «d'intervenir immédiatement» pour empêcher un assaut contre l'hôpital al-Hikma, situé aux abords de Baba Amro, et «l'arrestation des blessés qui s'y trouvent».

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, avait déjà demandé dimanche à la mission de la Ligue de se rendre immédiatement à Homs, troisième ville du pays située à 160 km au nord de Damas. D'importantes manifestations contre le régime s'y déroulent régulièrement, ainsi que des affrontements meurtriers entre l'armée et des déserteurs. La France a également demandé aux autorités syriennes de permettre aux observateurs de se rendre à Homs.

Une première délégation d'environ 50 experts civils et militaires arabes était attendue hier soir en Syrie, dans le cadre d'un protocole de sortie de crise soutenu par la Ligue arabe. «La mission a la liberté de se déplacer, en coordination avec la partie sy-

rienne et conformément au protocole» signé par Damas et la Ligue arabe, a déclaré le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdissi. Une première équipe de la Ligue était arrivée jeudi à Damas pour préparer la mission.

Observateurs. La mission, dirigée par le général soudanais Mohammed Moustapha al-Dabi, fait partie d'un plan de sortie de crise qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse. Damas avait accepté ce plan le 2 novembre, tout en continuant de réprimer la révolte entamée à la mi-mars contre le régime de Bachar al-Assad. Selon l'opposition, «les forces de l'ordre ont changé les poteaux indicateurs des noms de lieux» dans des régions de Jabal al-Zaouia, dans la province d'Idleb, afin d'induire les observateurs en erreur, et elle demande aux experts arabes de prendre contact directement «avec les militants des droits de l'homme sur le terrain».

D'après AFP

Offensive meurtrière à Homs

Es-t-ce pour tenter de nettoyer la ville avant l'arrivée d'observateurs de la Ligue arabe ? Les forces syriennes ont lancé hier une offensive majeure dans le quartier de Baba Amro, à Homs, épicentre de la rébellion contre Bachar al-Assad, tuant au moins 29 personnes. Selon les comités locaux de coordination, qui, sur place, organisent la mobilisation, le quartier était depuis dimanche « assiégé et sous la menace d'une invasion militaire » de 4 000 soldats.

Hier, ils seraient passés à l'attaque : « Baba Amro est pilonné par l'artillerie lourde et des mitrailleuses anti-aériennes, des dizaines d'explosions se sont produites, des maisons ont été détruites. » La situation est ef-

frayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours », affirme de son côté l'Observatoire syrien des droits de l'homme. L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a donc demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, « d'intervenir immédiatement » pour empêcher un assaut contre l'hôpital Al Kima, à la lisière du quartier bombardé, et « l'aménagement des blessés qui s'y trouvent ».

Des experts attendus

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, veut que la mission de la Ligue arabe se rende immédiatement dans la ville rebelle. Requête que la France a appuyée hier, en

demandant aux autorités syriennes de permettre aux observateurs d'aller à Homs. Une cinquantaine d'experts panarabes sont arrivés hier soir en Syrie. La mission, dirigée par le général soudanais Mohammmed Mousapha al-Dabi, fait partie d'un plan de sortie de crise, accepté par le pouvoir syrien le 2 novembre dernier. Il prévoit l'arrêt des combats, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation des observateurs et de la presse. Elle pourra « se déplacer en coordination avec les autorités syriennes et conformément au protocole » signé par Damas et la Ligue arabe, a précisé un porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères.

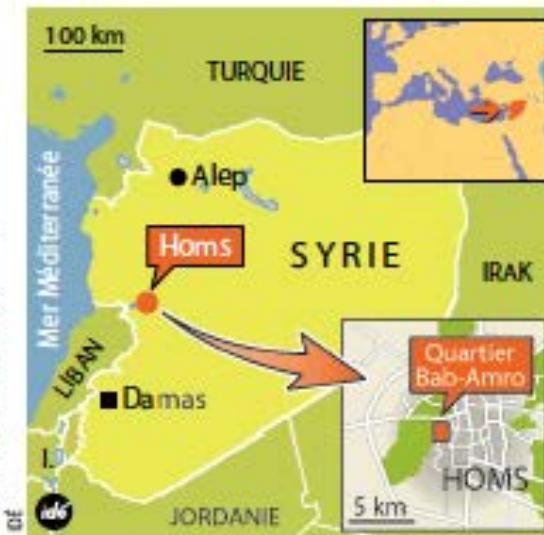
CATHERINE TARDREW

La Croix (France)

En Syrie, l'offensive contre la ville de Homs se poursuit

- Des observateurs de la Ligue arabe sont arrivés à Damas, dans le cadre d'un plan de sortie de crise.
- La mission est dirigée par le général soudanais Ahmed Moustapha Al Dabi.

Homs, troisième ville de Syrie, bastion de l'opposition situé au nord de Damas, dans l'ouest du pays, fait l'objet de toutes les attentions. Les forces gouvernementales ont lancé hier une offensive militaire majeure pour prendre le contrôle du quartier majoritairement sunnite de Bab-Amro, faisant au moins 15 morts, à quelques heures de l'arrivée des observateurs arabes dans le pays. « Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Bab-Amro ont fait lundi matin au moins 15 tués et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours », a affirmé l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme (OSDH), citant un militant sur place.



puis jeudi pour préparer la mission des observateurs. Le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha Al Dabi, qui doit diriger cette mission, est pour sa part arrivé dimanche soir à Damas.

L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al Arabi, « d'intervenir immédiatement » pour empêcher un assaut contre

se déroulent régulièrement ainsi que des affrontements meurtriers entre l'armée et des « déserteurs ».

La mission des observateurs fait partie d'un plan de sortie de crise proposé par la Ligue arabe, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse. Damas avait officiellement accepté ce plan le 2 novembre, après six semaines de tergiversations, tout en continuant de tenter d'étouffer dans le sang la révolte entamée à la mi-mars contre le régime du président Bachar Al-Assad.

Selon le général Ahmed Moustapha Al Dabi, les observateurs prévoient de rencontrer divers protagonistes de la crise, issus de l'armée comme des rangs de l'opposition. La Ligue arabe espère envoyer au total environ 150 observateurs en Syrie d'ici à la fin de l'année.

Les opposants du président Bachar Al Assad restent sceptiques sur une mission visant à surveiller l'application d'un plan de paix qu'ils sont persuadés que Damas ne respectera pas. Bourhan Ghalioun, chef du Conseil national syrien (CNS), a estimé que la Ligue arabe devait accentuer la pression sur Damas en demandant au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter son plan de paix.

AGNÈS ROTVEL
(avec AFP)

Les opposants à Bachar Al Assad restent sceptiques sur une mission visant à surveiller l'application d'un plan de paix qu'ils sont persuadés que Damas ne respectera pas.

Cette offensive se déroule alors qu'une première délégation d'environ 50 experts civils et militaires arabes était attendue hier soir à Damas, dans le cadre d'un protocole de sortie de crise, soutenu par la Ligue arabe, pour mettre fin aux violences qui ont fait des milliers de morts depuis la mi-mars. Une première équipe est sur place de-

l'hôpital Al-Hikma, situé aux abords du quartier de Bab-Amro et « l'arrestation des blessés qui s'y trouvent ». Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, avait déjà demandé dimanche à la mission de la Ligue arabe de se rendre immédiatement à Homs, où d'importantes manifestations

Oppositie denkt dat regime geen enkele intentie heeft om geweld te staken

Geweld Syrië neemt toe ondanks komst Arabische waarnemers

HAMASIL. ● In de opstandige syrische stad Homs zijn volgens mensen-rechtenactivisten gisteren minstens 22 mensen gedood door onder meer tanks en artilleriegeschut. Nachts was er een Arabische waarnemer deze week begonnen aan hun missie in Syrie.

Homs, de tweede stad van Syrië, is de afgelopen maanden het centrum van de protestbeweging. Strijders van het Vrije Syrische Leger (FSA) vechten er dagelijks met troepen en militairen loyaal aan het regime.

Sekterisch geweld

Ook vindt er toenemend sectarianisch geweld plaats tussen stoottroepen, die inwenders van de bevolking en ruggengraat van de weerstandsbeweging, en tegenstanders, de minderheidsgroep waarvan de Syrische leider Bashar al-Assad behoort. Humanitaal uit de stad, enkele giorni door activisten, moonde gisteren verliefden straten waar constant zwar machinegeweuren klinkt. De beelden tonen ook een tank die licht vuur op een camouflageerde lichaam van een vrouw richt, en de behoorde lichaam van een familie die om het leven kwam tijdens bombardementen op hun huis.

Het geweld in Homs nam toe nadat afgelopen vrijdag twee bomklanlagen bij kamzware wapens ingezet.

WICHARD VAN DER

Volgens het regime zit Al Qaeda achter de aanslagen. Opositie-groepen zeggen dat het regime de aanslagen zelf in scène heeft gezet

gevangenen vrijlaat, een dialoog met de oppositie begint en internationale journalisten in Syrie kunnen.

De eerste vogel waarnemers mochten vandaag vijf locaties bezochten in groepen van tien, ten voor binnen de Arabische Liga en tegen persbureau Reuters dat Hem daarnaar ook bijwoont.

Gewapende opstand

Veel oppositieloden zijn tegen de misse van de Arabische Liga. Zij zeggen dat het regime in Damaskus geen enkele intentie heeft het geweld te staan en dat de missie hen alleen maarlijkwant oplevert.

De protesten tegen het regime van de Syrische leider Bashar al-Assad beginnen nu negen maanden niet vredame demonstraties maar krigigen steeds meer het karakter van een gewapende opstand.

Volgens de Verenigde Staten zijn er min-

stens 5.000 doden gevallen. Volgens het regime zijn ook 2.600 leden van de wrijvingsgroepen omgekomen.

Op de gelede politie in Damaskus sterker 44 doden enen. Volgens het regime zit Al Qaeda achter de aanvalen. Opositiegroepen zeggen dat het regime de aanslagen zelf in scène heeft gezet, om hun argument te sterken dat zij niet tegen vredame demonstranten maar tegen terroristen wechten.

Onderduisers kwamen gisteren de eerste vertegenwoordiger van de Arabische Liga aan in Syrie. Zij moesten foedraal op bezoek van Damaskus dan het troepen zal terugtrekken uit de steden, politieke

Süddeutsche Zeitung (Allemagne / Germany)

Assad am Ende

Von Tomas Avenarius

Was das Internet angeht, gilt Baschar al-Assad als aufgeschlossener Mensch. Bevor der Apple-Aficionado begonnen hat, sein aufständisches Volk zusammenzuschießen, hat er seine Bürger mit der Informationsgesellschaft vertraut gemacht: Als Vorsitzender der Nationalen Computergesellschaft hat Syriens Präsident Internet und Mobiltelefonie verbreitet. Das war Assads erstes, aber auch sein einziges Reformprojekt. Mit dem iPad durch die globalisierte Sphäre kostengünstiger Konsumangebote und politischer Ideen zu surfen, ist das eine. Eine Diktatur zu einem menschenwürdigen Gemeinwesen umzubauen, verlangt allerdings weit mehr als spielerisches „drag and drop“ auf der glänzenden Apple-Oberfläche. Gefordert sind Mut, Durchsetzungskraft und Vertrauen in die Bürger. Dem Internet-Hedonisten aus Damaskus fehlt jede einzelne dieser Reformer-Qualitäten. Deshalb droht seinem Land nun auch der Bürgerkrieg.

Die Syrer hatten Assad junior beim Amtsantritt als Erneuerer vertraut. Er hat ein Jahrzehnt tatenlos verstreichen lassen. Assads Biographie erklärt dieses Desaster. Der Präsident ist der Sohn eines Diktators: Wenn der Vater die Schreckenskraft der Polterbank preist, wird aus dem Sohn selten ein Humanist. Der Gedanke der Freiheit war bei den Assads jedenfalls nie heimisch. Auch der kurze Aufenthalt im Westen hat daran nichts geändert. Als junger Augenarzt hat der Junior zwei Jahre in London gelebt. Das liberale Denken, für das Großbritannien steht, hat er beim verengten Blick durch den Augenspiegel ausgeblendet. Der Syrer ist nach Damaskus zurückgekehrt als der, zu dem er erzogen worden war: Thronfolger eines Despoten. Und als solcher scheitert er jetzt.

Es geht aber nicht allein um das Überleben oder den Untergang des Assad-Regimes. Nach den Selbstmordanschlägen von Damaskus zeichnet sich im Vielvölkerstaat das libanesische oder irakische Szenario ab. Ob die Bomben in der Hauptstadt wirklich von Militanten gelegt oder ob doch Assads Bittel die Anschläge inszeniert haben, spielt keine entscheidende Rolle. Das Regime hat allen Kredit verspielt. Selbst ein reformierter Assad-Staat ist für einen beträchtlichen Teil der Menschen keine Alternative mehr, ein islamistisch geprägter möglicherweise schon. Aber eben auch nicht für alle. Neben dem Kampf zwischen einem Teil des Volks und seinem Herrscher deuten daher alle Zeichen auf Krieg zwischen den Volksgruppen: Muslime, Christen, nahöstliche Sектen, Sakulare.

Es ist nicht mehr die Frage, ob das Assad-System untergeht, sondern nur noch, wann es fällt. Wer nach dem abse-

baren Ende auf die Strahlkraft der Demokratie hofft, dürfte aber übel enttäuscht werden. Demokratie klingt säkular. Und der Damaszener Sakularismus ist das, was er in allen arabischen Staaten war. Eine auf die Gesellschaft aufgepropfte Kultur und Ordnung, die nie Wurzeln schlugen. Ja, gewisse Schichten haben Islam und Religion den Rücken gekehrt – Oberklasse, Bürokraten, Offiziere, Künstler, Schriftsteller. Aber die breite Masse? Nein, die nicht.

In den arabischen Ländern sind der Staat und die Gesellschaft nicht gleichberechtigt miteinander verwoben, sie existieren nebeneinander her. Die Menschen leben ohne Hilfe des Staats, müssen froh sein, wenn er sie nicht behelligt. Auf sein propagiertes Selbstverständnis pfeifen sie. Sie ziehen sich lieber in den Schutz ihrer Religionsgruppe, Kirche oder Sekte zurück. Dass es in Syrien anders gewesen sein könnte, ist die Illusion dorer, die beim Besuch fremder Länder selbstgefällig immer nur vor einem Spiegel posieren. Sie wollen bei den anderen stets nur die eigenen Wertvorstellungen entdecken. Aber Syrien hat sich in den vergangenen zehn, fünfzehn Jahren reislamiert: über Koranschulen, soziale Netzwerke, den Alltagsislam. Warum der alte und der junge Assad dies zugelassen haben, bleibt ihr Geheimnis. Sie jagten jeden politisierenden Islamisten gnadenlos, aber die Straßenprediger ließen sie gewöhnen. Das erweist sich im Aufstand als folgenreicher, als es eine islamistische Oppositionsfraktion im Parlament je hätte werden können.

Der Name Assad bleibt Sinnbild für Unfreiheit, Korruption und Gewalt. Der Staat des Vaters war drei Jahrzehnte lang Garant für bleierner Stabilität; sein weiblicher Staat war untrennbar mit der Daumenschraube verbunden. Auch der Junior zeigt den hässlichen Januskopf arabischer Macht: einerseits säkular, andererseits repressiv. Assads neue Reformpläne sind daher durchschaubar, sie zielen auf den Umbau des Staats von oben, mit unverhohlenem Anspruch auf den Machtverhalt. Wer dem „Angebot“ widerspricht, verleiht die Wartezeit auf das neue Syrien hinter Gittern, bestensfalls.

Wollte der Präsident den wirklichen Neuauftakt, müsste er seine Schergen zügeln. 16 Geheimdienste, eine Armee, die auf aufständige Bürger schießt, eine Polizei, die foltert und Kinder quält. Mit diesen menschenverachtenden Strukturen wird Assads neues Syrien keinen Staat machen. Und ohne sie wohl auch nicht mehr. Erfolgreiche Reformen verlangen inzwischen auch im Nahen Osten mehr als Wischen und Klicken auf dem iPad. Sie verlangen die Abkehr vom Alten und offenes Denken.

Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Schwere Angriffe auf Homs

SYRIEN Seit vier Tagen werden Stadtteile von Homs belagert und mit Mörsern beschossen. Am Montag starben wieder mehr als 20 Menschen. Arabische Liga soll auch nach Homs



Vor der Omayyaden-Moschee in Damaskus demonstrieren Assad-Fans gegen die USA und al-Qaida Foto: reuters

BEIRUT rtr/dapd/taz | In Syrien hat die Armee unmittelbar vor der Ankunft einer Beobachtermission der Arabischen Liga ihre Offensive gegen die Oppositionsbewegung mit unverminderter Härte fortgesetzt. In der Prostesthochburg Homs kamen nach Angaben einer Menschenrechtsgruppe allein am Montag mindestens 20 Regierungsgegner durch Granatenbeschuss der Armee und bei Schießereien ums Leben. Die Regierungstruppen hätten den dritten Tag in Folge Stadtteile unter Beschuss genommen, in denen vor allem Anhänger der Opposition lebten,

erklärte die Syrische Beobachterstelle für Menschenrechte in London. Mehr als 120 Menschen seien durch den Beschuss verletzt worden.

In Amateurvideos im Internet waren vier Leichen zu sehen, die vor einem Haus auf einer Straße in Baba Amir in Blutlachen lagen. Sie sollen bei einem Angriff mit Mörsergranaten ums Leben gekommen sein. In den Videos waren die Stimmen aufgebrachter Männer und Frauen zu hören, die nach Hilfe riefen. Gezeigt wurden auch zerstörte Häuser und Autos. In Syrien demonstrierten seit neun Monaten Tausende

„Die barbarischen Massaker müssen sofort aufhören“

OPPOSITIONSFÜHRER GHALIOUN

Menschen gegen die Herrschaft von Präsident Baschar al-Assad. Bei den Protesten wurden nach UN-Angaben mehr als 5.000 Menschen getötet.

Der syrische Oppositionsführer Burhan Ghalioun forderte unterdessen die Arabische Liga auf, die Vereinten Nationen in die Bemühungen zur Beendi-

gung des Blutvergießens im Land einzubinden. Der Vorsitzende des Syrischen Nationalrats wandte sich am Sonntag in einer im Fernsehen übertragenen Rede an die Arabische Liga.

„Ich rufe die Arabische Liga auf, den UN-Sicherheitsrat um die Verabschiedung ihres Plans zu bitten, um dessen Erfolgsaussichten zu erhöhen und so zu verhindern, dass das Regime seinen Pflichten nicht nachkommt“, erklärte Ghalioun. Er rief die internationale Gemeinschaft zudem auf, „alle möglichen Mittel anzuwenden, um den Tragödien der Menschen in Syrien ein Ende“ zu setzen. „Die barbarischen Massaker müssen sofort aufhören“, sagte er. Bereits am Montag sollten die ersten 50 der insgesamt 150 Beobachter der Arabischen Liga in Syrien eintreffen. Einige davon sollten am Dienstag nach Homs reisen, um sich dort ein Bild der Lage zu machen.

In Damaskus trugen am Samstag Tausende die Opfer des Doppelanschlags zu Grabe und bekundeten ihre Unterstützung für Assad. Am Freitag waren vor den Gebäuden von zwei Geheimdiensten Autobomben detoniert. Die Regierung machte al-Qaida dafür verantwortlich. Die Opposition bezweifelt diese Angaben. Bislang hat niemand die Verantwortung übernommen. Während des Trauermarsches skandierten zahlreiche Menschen „Tod den USA“ und forderten Rache. Viele trugen Bilder von Assad und schwenkten Flaggen. GB

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

Offensive sur Homs avant l'arrivée des observateurs

A la veille de la venue d'une mission de la Ligue arabe, Damas a lancé, hier, ses troupes contre ce bastion de l'opposition

Bernard Bridel avec l'AFP

Faire place nette avant l'arrivée des témoins. A quelques heures de la venue des observateurs de la Ligue arabe, le régime de Damas a lancé hier une offensive militaire majeure contre plusieurs quartiers de Homs, un bastion de l'opposition au centre du pays, faisant au moins 22 morts.

«Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Baba Amro ont fait lundi matin quinze morts et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours», a affirmé, hier, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Sept civils ont péri dans d'autres quartiers, selon la même source, et une femme a été tuée à Talbissé, près de Homs.

Déserteurs tués

Plus au nord, trois civils ont été tués dans la province de Hama quand les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Khatib, et un jeune homme de 17 ans a été tué par les tirs de l'armée à Saraqeb, dans la région d'Idleb (nord-ouest). Dans cette région, quatre déserteurs ont été tués lors d'affrontements avec l'armée régulière près de la frontière turque, a rapporté l'OSDH. Des explosions ont résonné à Douma, près de Damas, alors



Une vidéo montre un tank syrien pénétrant dans la ville d'Homs. AFP

«La situation est effrayante et le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours»

Observatoire syrien des droits de l'homme

que des affrontements entre déserteurs et soldats avaient lieu dans l'un des quartiers de cette ville.

L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, «d'intervenir immédiatement» pour empêcher un assaut contre l'hôpital al-Hikma, situé aux abords de Baba Amro et «l'arrestation des blessés qui s'y trouvent». Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la plupart des courants de l'opposition, avait déjà demandé dimanche à la mission de la Ligue de se rendre immédiatement à Homs.

Une première délégation d'environ 50 experts civils et militaires arabes était attendue hier soir en Syrie, dans le cadre d'un protocole de sortie de crise soutenu par la Ligue arabe. Une première équipe était arrivée jeudi à Damas

pour préparer la mission, dirigée par le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, impliqué, soit dit en passant, dans la guerre civile entre le Nord et le Sud de son pays et dans celle au Darfour (ouest).

Arrêt des violences prévu

La mission de la Ligue arabe fait partie intégrante du plan de sortie de crise, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse. Damas avait accepté ce plan le 2 novembre, tout en continuant de réprimer la révolte entamée à la mi-mars contre le régime du président Bachar al-Assad.

Au total, la répression en Syrie a fait au moins 5000 morts en neuf mois, selon l'ONU.

Des Libyens appuient la résistance syrienne

► Syrie Des Libyens sont prêts à livrer des armes à l'Armée libre

► Reportage auprès d'un groupe de combattants

guerre à démarré en Libye, je suis rentré. Il fallait que je sois aux côtés des miens. Comme il fallait que je sois aux côtés des Syriens aujourd'hui pour les aider, partagé nos expériences et commençons à nous. A ses côtés, fondé réseaux, les yeux baissés, il récite des versets du Coran tout en regard vers les collines en face de nous. Le chauffeur les montre du doigt, a-t-il. La Syrie, à quelques centaines de mètres de là. Le silence se fait presque dans le camion qui nous transporte jusqu'à-là.

De l'autre côté de la frontière, l'accueil est chaleureux. Tous se précipitent pour servir la main des combattants libyens. Une réunion d'hommes sont rassemblés, des

simpaticos dans le salon d'un des membres de l'armée syrienne liberte. En pénétrant dans la pièce, tous se déshabillent, déposent leurs armes sur le tapis, avant de s'asseoir autour du poêle. Quelques khalachikous, plusieurs revolver 9 mm et des grenades.

«Cet hiver ce que vous avez? Il va falloir s'organiser. Il vous faut bien plus. Nous sommes en train de mettre en place des collectes d'armes en Libye. Une fois que cela sera accompli, nous devrons trouver un moyen de les acheminer jusqu'à-là. Votre combat ne sera pas long, peu avec aussi peu de munitions. Plus d'une cinquantaine d'hommes sont rassemblés, des

officiers et des soldats, tous musulmans, tous silencieux. Abdul débouonne son gilet à rayures, attrape une khalachikou et reprend, allant que vous comprenez bien que pour nous aussi la révolution a été longue et difficile. Au départ, il a fallu voler des armes aux forces de Kadhafi. L'armée nous semblait tellement puissante.»

L'homme se baisse et fouille dans son sac à dos. Il en sort plusieurs fois de talkie-walkie, des téléphones satellitaires Thuraya ainsi que trois paquets de jumelles. «Allah Akbar», s'écrie un combattant syrien. Maintenant que la Libye est à nos côtés, nous allons pouvoir nous battre. Nous ne som-

mes plus seuls. Shérif! [nulle] c'est par ce terme en arabe que se désignent tous les combattants]. Redisez la tête, la victoire est encore possible, la Ligue arabe nous a abandonnées mais la Libye est là. Les hommes prient, ensemble. Syriens et Libyens, tête baissée, regardent les mêmes versets, partagent les mêmes peurs.

«Quand ce jour est venu de faire tomber Tripoli, j'ai réalisé l'immensité du chemin parcouru depuis les premières batailles dans l'Est libyen. Bientôt, vous aussi, vous marcherez sur Damas, ajoute encore Abdul, allant davantage de cohésion entre les différents bataillons de martyrs que vous communiquerez moins. C'est que notre première expédition ici, la prochaine fois, nous vous apportons davantage de matériel. Nous n'avons plus besoin de tout ça en Libye.»

Abdou entrouvre l'obus pour empêcher le fonctionnement d'une paire de jumelles à visée nocturne. Le matin d'utilisation des talkie-walkies est en train et en anglais, mais pas en arabe. Les hommes sont en train de déchiffrer quelques mots, il faut que vous pensiez à changer vos fréquences très régulièrement. En fait, il vous faut devenir aussi méthodiques que l'armée du régime. Vous n'êtes pas la uniquement pour protéger la population, vous êtes aussi là pour faire la guerre.

Tous ont le regard dévisé, curieux. C'est le moment des plus sonore, les libyens sont là depuis presque une semaine, il leur faut repartir par la Turquie. Les Syriens attendent leurs prochains étoffes avec espoir et envie.

Obus tirés avant la venue les observateurs

► À Homs, au moins 22 personnes ont péri sous les tirs des forces syriennes

Tiers de Homs, selon la même source qui cite des militants sur place, et une femme a été tuée à Talhisse, près de Homs.

Plus au nord, trois civils, dont un adolescent, ont été tués dans la province de Hama quand les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Khatab, et un jeune homme de 17 ans a été tué par les tirs de l'armée à Sarqeb, dans la région d'Idlib (nord-ouest). Dans cette région, quatre désexeurs ont été tués lors d'affrontements avec l'armée régulière dans le village al-Younis, près de la frontière turque, a rapporté l'OSDH.

Des explosions ont résonné à

l'entrée des observateurs arabes. «Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Bahia. Autro matin fait lundi matin 15 morts et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le piétonnage est plus intense que les trois derniers jours», a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Sept civils ont péri dans d'autres quartiers de son état et serrée au loin les chars de l'armée du régime. Petit brun, le regard déterminé, l'homme parle un anglais parfait, avec un fort accent en Nort, j'ai fui la Libye dans les années 1990, pour échapper à la folie de Kadhafi et ses violences. Je me suis réfugié en Angleterre, à Manchester, j'y ai fondé une famille. Mais quand la

Nabil al-Azabi, se l'interne immédiatement pour empêcher un assaut contre l'hôpital al-Hakim, situé aux abords de Baba Amr, la France a également demandé à Damas de permettre aux observateurs de se rendre à Homs.

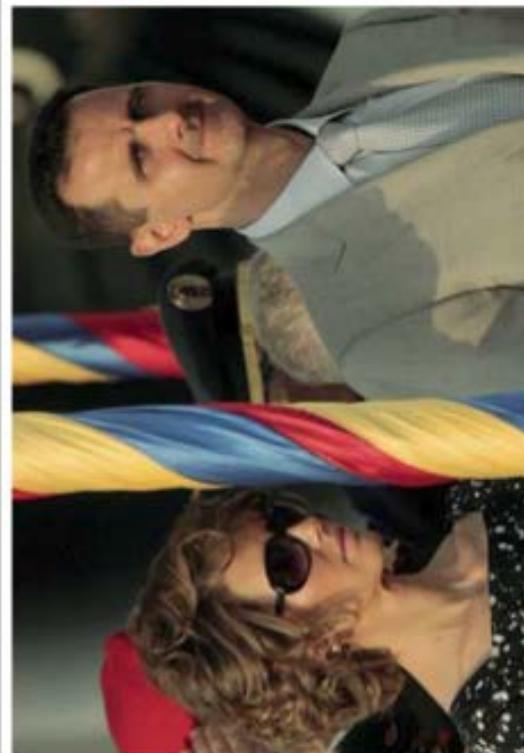
Une première délégation d'environ 50 experts civils et militaires arabes est attendue lundi soir en Syrie, la mission à la liberté de se déplacer en coordination avec la partie syrienne et conformément au protocole signé par Damas et la Ligue arabe, a déclaré l'OSDH le porte-parole du Ministère syrien des affaires étrangères. Une première étape de la Ligue arabe arrive jeudi à Damas pour préparer la mission, dirigée par le général syrien Mohamed Ahmed Monafia al-Dabi. AFP

Finito il riformismo in tacchi a spillo La «regina Asma» ormai è nuda

La moglie 36enne di Assad resta al suo fianco nonostante le stragi

Asma ha dolore, chic e moderna, cari-
tarevole e riformista, che adora la
scarpa defilata di Lanvin e i tailli-
eur di Chanel ma gira in incognito
per i quartieri poveri e parla con la
gente la principessa Blusa dei Medio
Oriente. Oltreché Asma l'aperta, ani-
mata di poene e denaro, consigliice del
marito e come lui spettacolare. Lontana-
mente da Lady Di ha plasmato una fa-
dy Marabita. Tra i due volti della Pri-
ma Signora di Damasco è difficile di-
re per certo quale sia veritiero. Asma
Fawaz Al Akaas sposata Al Assad, 35
anni e tre figli, sarà a Londra e dop-
piamente cittadina britannica e siriana,
studi in Inghilterra e un breve Siria-
Londra costata 5 mila monete è chia-
sta in dispaccio e in attenzio. Ma pur
nella spoglia del regno e nell'impossi-
bilità di sapere cosa succede ai suoi
veri, i segnali che la giovane first
lady sia a fuoco del curioso Bashir
sono inequivocabili. Le voci che la ro-
levano equali con i figli in Inghilterra
si sono rivelate infondate, lo stesso
vale per le speranze di chi entrava in
lei «la luce in un Paese pieno di zone
d'ombra», come ha definito Paris Mo-
rissette, anche l'istitutrice che tut-
torone delle stragi Asma si confi-
massa almeno la storia del deserto.
come «la bretterà» in esarca Vogos
Amerika in un ritratto-intervista che
succio nel mondo valanghe di cre-
che.

«Quella donna è tut'altra che un
fior gentile, il suo potere non è mai
stato visto come lo era per Suzanne
Mubarak o altre mogli di dittatori,
ma era e resta irremovibile — dice un op-
positore siriano esule in Blambo, oggi
con il Consiglio Nazionale dell'opposi-
zione, che preferisce l'anonimato —». Tutti nella sua famiglia di origine, si-
reni emigrati a Londra, sono diversi-
ti militari. I sei uomini ha affari im-
menzi come una catena di hotel di lusso
e insieme alla moglie del venire del
Qatar e chiavi quando che non osan-
schiamo. E a Damasco tanti superano
che per ostentare un grido, una canca-



Le compagne degli ex dittatori



Laila Ben Ali

ha la fronte e moglie
delle tre turisti dal
SC. Nella e potente è
scoppiata con la in
Arabi Saudi

importante di un parente
del corvo, bocca aderente alle pie-
gate. In soldi o in chili d'oro. Come
tutti sanno che oggi è lei che gestisce
gli stermini capitali della famiglia, spo-
stando e riconducendo il tenore insie-
me a suo piacere, rimasto a Londra. En-
trambi sono infatti cittadini britanni-
ciamente soggetti alle sanzioni interna-
zionali come gli Asad. Rosy e Usa
ne sono al currente ma per ora tam-
intervengono. Asma Al Adams è po-
tenziosa e in piena sintonia con il
matrimonio.

Se ne sono accorti a fine settimane
alcuni operatori umanitari siriani in-
viati dalla Fiesi Lady a Palazzo per di-
scutere dei frutti del loro lavoro. «Le
abbiamo parlato dei manifesti uc-
cisi, delle violenze delle forze segre-
cie di cui siamo stati testimoni. Le

non ha avuto la minima reazione, co-
me se le avessimo raccontato una ba-
nullità quotidiana, ha dichiarato un in-
dipendente umanitario all'incon-
tro, scatenato da quel'indifferenza
assoluta. «Appare impossibile che
non sappia cosa sta succedendo, lei
vede tutto, se buttate».

L'elenco Asma, anche se certo
non è tra le questioni prioritarie oggi
in Siria, appassiona e in parte divide
gli esperti del Paese. «Qualcosa sia la
sua opinione, Asma Al Assad è total-
mente paralizzata. Il regime non le
permesso mai di esprimere nemme-
no il più lieve dissenso, né di lasciare
il Paese», sostiene Chris Day, direttore
del Consiglio d'Innesco arabo-britan-
nico. Andrew Tabler, politologo e
scrittore Usa che dal 2001 al 2008 vis-
se a Damasco e lavorò anche a stretto
contatto con la First Lady, è invece
convinto che questa sceglie a se stes-
sa l'evidenza. «E aggiunge: «Asma Al
Assad ha due agenti: di un lato c'è una
donna moderna, ben diversa dalle al-
tre mogli di leader arabi, che dirige ur-
genze di aiuti ai poveri e i giovani
nella sua amata patria; e, in sempre
volto essere una principessa».

Che sia costretta a lasciare e a ripro-
porsi a Londra la croce del mar-
tirio non conta ormai molto però. An-
che i pochi che in passato credono
alla buona fede delle sue ragioni
per ostentare i giovani nella citta-
dina affusa e sfiduciare inter-
no hanno visto come ha reagito il
regime alle richieste di partecipa-
zione politica e libertà d'informazione.
Sai pure bella, elegante e mamma,
nata e cresciuta a Londra, attiva nelle
opere di carità, ma l'illusione che
Asma sia la lady fin del deserto ormai
è svanita per sempre.

Cecilia Zecchinelli



Ancora morti a Homs

Osservatori della Lega Araba sono giunti
nella città teatro di una forte offensiva
dagli agenti del regime [Autos]

Stampa israeliana

«E Bashar prepara l'esilio in Russia»

In esilio russo per Bashar Al Assad. È quanto ipotizza il giornale israeliano Meirav nell'edizione del 25 dicembre. Secondo il quotidiano, il vicepresidente siriano Farouk al-Sharaa si sarebbe recato il 16 dicembre in missione segreta a Mosca: qui avrebbe discusso con il ministro degli Interni, Serguei Lavrov, di una possibile sistemazione in Russia del presidente siriano. Chiamato sempre «fonte israeliane», il quotidiano spiega che al-Sharaa si sarebbe anche offerto di rimpicciolire Assad, prendendo temporaneamente la guida della Siria fino a nuove elezioni. Fonti del Cremlino hanno confermato a Moscú che a sua partita, però fornire dettagli sul contenuto dei colloqui.

«Abbiamo visto quel che c'è
accaduto in Libia, dove la
situazione è molto lontana
dall'essere stabile, e non
vogliamo che si ripeta in
Siria», ha detto Lavrov.

El Mundo (Espagne / Spain)

Observadores que se dedican a mirar a otro lado

La oposición denuncia que están en hoteles de lujo mientras la represión sigue en Homs

JUAN ESPAÑA

Correspondiente en Oriente Próximo
El ejército sirio a Bashar Asad intensificó ayer su ofensiva contra la llamada capital de la revuelta siria matando al menos a 24 personas, según las cifras que proporcionaron las organizaciones opositoras.

Los activistas locales consiguieron difundir imágenes de cuerpos desmembrados tirados en los callejones. «Estos son los mártires. No podemos ni llevárselos en ambulancias. Fueron, las casas destruidas. ¿Dónde está el mundo? ¿Dónde están los árabes?», se escuchaba gritar a un vecino, cuya lágrima no ocultaba su furia.

Según declaraciones de testigos a **EL MUNDO**, los tanques y la artillería

prestaban las autoridades locales. «Nuestros hermanos sirios están cooperando muy bien y sin ninguna resistencia hasta ahora», señaló a la agencia Reuters el general sudanés Mustafa Dabi.

El militar reconoció que hasta ahora sus únicos encuentros han sido con representantes del Gobierno que lidera Asad, pero añadió: «Afirmo a otras ciudades más rápido de lo que se pueden imaginar. Un portavoz de esta misión indicó a la misma agencia que tienen intención de desplazarse a Homs hoy mismo.

La presencia de Dabi como jefe de la delegación de observadores ha generado una notable controversia debido sus antecedentes profesionales.

El militar fue jefe de la inteligencia militar de Sudán entre 1989 y 1995, después asumió la jefatura de la agencia de espionaje exterior y en 1996 se convirtió en responsable de las operaciones militares en la guerra contra la guerrilla de lo que ahora es Sudán del Sur. También fue asesor presidencial durante los peores momentos de la guerra de Darfur en el año 2004.

Según la ONG norTEAMERICANA Proyecto Yabasta, «en vez de confiarle una misión para comprobar si se han cometido crímenes de guerra y contra la humanidad en Siria, debería ser él quien haga investigado por el Tribunal de la Haya porque hay evidencias de crímenes similares en Sudán», manifestó hace días Omar Ismail, uno de sus responsables para el país africano.

Para esa misma organización, la designación de Dabi resulta «perpleja ante su conocido afán por cerrar los ojos ante los crímenes contra los derechos humanos e incluso cosas peores».

Mientras la furia y la paralización bélica se abaten sobre Homs, el jefe de la misión de observadores de la Liga Árabe -Instalados desde hace dos días en un exquisito hotel de la capital- se felicitaba de la «colaboración» que están



Manifestantes antigubernamentales colgán una effigie de Asad en Alepo. / AP

«Nuestros hermanos están cooperando muy bien», asegura el jefe de la misión

ria del ejército llevan varios días bombardeando esta ciudad de forma indiscriminada, especialmente el barrio de Bab al-Amr, cercado completamente por los uniformados leales al presidente sirio. «Los suministros se agotan. Hoy hemos tenido que compartir cinco platos de sopa entre 10 personas», explicó un residente que no quiso ser identificado.

«Bab al-Amr está siendo bombardeada con artillería pesada y ametralladoras; ardiéndose. Se escuchan decenas de explosiones y las casas están siendo destruidas, atacaron los comités locales de coordinación, que dirigen la revuelta.

Mientras la furia y la paralización bélica se abaten sobre Homs, el jefe de la misión de observadores de la Liga Árabe -Instalados desde hace dos días en un exquisito hotel de la capital- se felicitaba de la «colaboración» que están

¿Asad prepara ya su exilio?

Aun cuando la salida del presidente sirio Bashar Asad a corto plazo es más un sueño -de sus opositores- que algo que se dé pese a todo, las cábalas sobre su destino ya ocupan la prensa.

El diario 'Mashriq' informó este fin de semana, citando fuentes bien informadas, de que Rusia podría dar

sollo a Asad a cambio de que su vicepresidente, Faruk al-Shara, asuma de forma interina el poder hasta la celebración de elecciones.

El diario afirmó que Al Shara habría alcanzado este pacto en una visita secreta a Moscú que habría realizado el 16 de diciembre. Sin embargo, en un co-

municado, el Ministerio ruso de Exteriores niega que tal viaje haya existido, según Ria Novosti.

«Aunque la diplomacia secreta no está en nuestras costumbres, dijeron desde el departamento que dirige Sergei Lavrov, quien ayer creyó ser rechazado a la aplicación Siria del escenario de Libia.

sentados en su hotel de Damasco mientras la gente muere en Homs.

Esa localidad siria es, sin duda, la ciudad que más ha sufrido el asalto de las tropas de Damasco como confirmó recientemente la ONG

Avaz, que ha contabilizado más de 6.200 muertos y casi 60.000 desplazados en estos nueve meses de insurrección popular. De estos bajas mortales, la población del centro del país registró al menos un 40%.

El País (Espagne / Spain)

El Asad castiga la ciudad rebelde de Homs

El Ejército leal al régimen sirio bombardea la capital de la insurrección coincidiendo con la llegada de los primeros observadores de la Liga Árabe

L. C. Madrid

"No tenemos ni agua, ni luz, ni gasolina". "Hay 25 casas sin techo". "Estamos siendo bombardeados". "No hay leche para nuestros niños". "¿Quién es Alá contigo a luchar [el] Asad, presidente de Siria?". "¿Qué es mejor: una hija para que nienda lo mismo que nosotros?". Las mujeres, la mayoría con la cara tapada para evitar ser reconocidas, se suceden ante la cámara del teléfono móvil para denunciar la situación en Bab Amin, el barrio más controlado de Homs, la ciudad más castigada de Siria.

En otros videos divulgados en las últimas horas por los rebeldes de Homs, la tercera ciudad del país, con 1.223.000 habitantes, se muestra el ir y venir de los carros de combate que disparan contra edificios. Sus víctimas, todas ellas varones, aparecen durante las imágenes rodadas en una callejuela de Bab Amin sobre la que ha caído un proyectil.

Coincidiendo con la llegada



Una imagen de vídeo muestra un tanque sirio avanzando por una calle de Homs. (AP)

de los observadores de la Liga Árabe a Siria, el Ejército leal al presidente Bachar el Asad ha lanzado una ofensiva sobre los barrios rebeldes de Homs, empezando por el de Bab Amin, bombardeando desde el viernes pasado. Los diez páginas de proyectiles y de ametralladoras pesadas contra Bab Amin han caído, hasta ayer por la mañana, al menos 14 muertos", señalaba desde Londres el Observatorio Siria de los Derechos Humanos. Por la tarde los muertos ya pasaban los 20.

El Consejo Nacional Siria (CNS), que reagrupa al grueso de los corrientes de oposición, lleva desde el domingo pidiendo a la Liga Árabe que viaje de inmediato a Homs, sitiada con solo a 160 kilómetros al norte de Damasco. Según el CNS, unos 4.000 soldados cercaban la barriada, que acuñaron tras el pronóstico bombardero.

Por ahora Bab Amin y otras barriadas están en manos de la milicia. Los rebeldes protegen el



observadores militares y civiles—llegó ayer por noche. "Hemos tenido en Damasco ataques, hemos empezado nuestra misión y nos

vemos obligados a venir a otras ciudades en vez de lo que se creía", declaró en una entrevista con la agencia Reuters. "Nuestros hermanos sirios están cooperando muy bien y sin poner por sobre nombre", sostuvo.

La oposición sospecha, sin embargo, que el régimen está tentando manipular los observadores. En la provincia de Idlib, en el norte del país, las fuerzas de seguridad están cambiando los señales de tráfico para inducirlos a error, según el Observatorio Siria de los Derechos Humanos. Miles de personas han sido asesinadas en las calles y mataduras a causas militares, donde los observadores no pueden entrar; y, en algunos casos, liberados, según otras fuentes de la oposición.

Ajena a las familias sirias tienen la intención de acercarse a los observadores para entregarles llaves con nombres de desaparecidos. Dado que en marzo empeoraron las protestas en Siria, la ONU ha contabilizado 5.000 muertos, a los que hay que añadir unos 15.000 desaparecidos. Se cree que muchos de ellos están encarcelados, pero otros habrían sido asesinados a sangre fría.

Damasco sorprendió el 2 de noviembre al plan de la Liga Árabe para Siria que prevé el fin de la violencia, la liberación de los presos, la entrada del Ejército de las ciudades y la libre circulación dentro del país de la prensa y los observadores árabes. Desde que dio luz verde a esa propuesta, ha actuado a su favor la represión.



Fadwa Soleiman

Una actriz alauí se alza en la urbe sitiada

Fadwa Soleiman deja las telenovelas para apuntarse a la rebelión en Homs

GRACIO GIMÉNEZ, Madrid

Apareció, el 23 de noviembre, sitiada en el estadio, vestida con un polo ver-de-mare con la cabeza cubierta por un pañuelo. Renovaba con entusiasmo elogiosos contra el régimen de Bachar el Asad durante una manifestación en Homs, la ciudad más rebeldes de Siria.

Aquellos que la vieron no daban crédito. La que se había sumado a la protesta era no solo la actriz más célebre de Siria, Fadwa Soleiman, sino que es de confesión alauí, la minoría religiosa a la que pertenece la fami-

lia Al Asad, que ostenta el poder y ejerce la represión.

Nacida en Alepo, Soleiman ha sido la protagonista de numerosas obras de teatro, pero su ostentosidad se debe a las telenovelas en las que ha actuado, como El diario de Abu Antas o Paseando al sol. Hasta octubre residía en Damasco.

"Homs es una ciudad sitiada,

el número de muertes [número mortales de la represión] es elevado y los carros de combate la han dividido en distritos", explicó Soleiman ala televisión Al Yawm, en la única entre-

vista que concedió desde la clandestinidad.

"En total, el régimen sirio ha intentado crear tensiones sectarias [religiosas] entre la población", añadió a través de Slope con un pitillo en una mano y una caja de café en la otra. "Todas esas razones me han incluido a venir a Homs (...) acazo la más grande de las ciudades sirias. Prefiero morir para salvar a mi único hijo."

"Me quedó decir así que los sirios son un solo pueblo". "Me quedó contrarreceder el cuento del régimen y decírselle a la gente

que no hay sectarismo", añadió la actriz.

Para tratar de capturarla, las fuerzas de seguridad sirias han registrado sin duda un suburbio de Homs donde se perdió que estaba escondida.

También prestaron a su familia y a su hermano comparecieron ante los cámaras de la televisión Al Dunia, alia al régimen, para denunciar y explicar que Fadwa actuaba así por dinero.

Aunque es la más célebre, Soleiman no es la única figura de la minoría alauí que trasciende al régimen. La escritora Samira Yac-

La Vanguardia (Espagne / Spain)

mente la alianza del propio presidente Bashar el Asad.

Cincuenta observadores de la Liga Árabe llegaron ayer tarde a Damasco. Hoy formarán cinco equipos de diez. Al menos uno de los equipos tiene previsto ir a Homs. El régimen se encarga de su seguridad y del transporte. El Consejo Nacional Sirio, que agrupa a la oposición en el exilio, teme que no puedan ver nada. El Asad, según los videos de Homs, no ha respetado el compromiso de imponer una tregua, retirar las tropas y liberar a los miles de detenidos políticos. Nabil al Attasi, presidente de la Liga Árabe, se ha marcado una semana para ofrecer conclusiones. ■



Cuatro mil soldados rodean la ciudad, donde el ejército libéreo sirio, formado por desertores, parece haber encontrado refugio.

La violencia se ha disparado desde el intentado del viernes en Damasco (44 muertos que ayer fueron heridos en la mezquita de los Omeyyas), trasacore que el Gobierno atribuye a Al Qaeda y la oposición asegura que lleva el sello de los servicios secretos. Los rebeldes de Homs han matado ocho soldados, una prueba más de que la insurgencia armada ha eclipsado las protestas pacíficas y en Siria empieza una guerra civil entre la mayoría suní (motor de las protestas) y las minorías leales al gobierno, especial-

El Asad dispara en Homs con carros de combate y provoca 23 muertos

DAMASCO

Agenzia

Si todo va bien, los observadores de la Liga Árabe deberían entrar hoy en Homs, la tercera ciudad siria, asediada por el ejército y donde, según la oposición, ayer murieron 23 personas en una dura batalla urbana. Si, además, tienen libertad para moverse e inda-

ger, deberían confirmar si es cierto lo que muestran los videos que los vecinos han colgado en YouTube: tanques en las colinas abriendo fuego contra edificios de apartamentos, muertos sobre las calles junto a proyectiles de artillería, coches incendiados y postes de luz caídos. Si, además, tie-

DAMASCO Agencia

nien libertad para moverse e inda-

ger, deberían confirmar si es cierto lo que muestran los videos que los vecinos han colgado en YouTube: tanques en las colinas abriendo fuego contra edificios de apartamentos, muertos sobre las calles junto a proyectiles de artillería, coches incendiados y postes de luz caídos. Si, además, tie-

Publico (Portugal)

Observadores da Liga Árabe e autoridades sírias entram num jogo do gato e do rato

Maria João Guimarães

Pico de violência precede a chegada da missão da Liga, que tenta apanhar de surpresa o regime de Bashar al-Assad. Que, pelo seu lado, tenta encobrir as suas acções

De Homs chegam relatos e imagens horrificas. Fala-se de um cerco a um bairro, com tanques nas ruas a disparar armas pesadas. Um vídeo, cuja autenticidade não pode ser confirmada, mostrava vários homens mortos no chão, poços de sangue vermelho em volta das cabeças. A câmara andava, como que desorientada, à volta dos corpos, mostrando também postes de electricidade pelo chão e carros destruidos.

Ontem terão morrido pelo menos mais 25 pessoas em Homs, onde se calcula que estevesse um trevo das 5 mil vítimas que já foram mortas na Síria, seguindo uma estimativa do início de Dezembro das Nações Unidas.

Os observadores da Liga Árabe e as autoridades sírias parecem estar já a protagonizar um jogo do gato e do rato: a Liga anunciou o envio de observadores hoje para Homs, cidade de onde se tem centrado a violência, mas segundo relatos de activistas, algumas observadoras já estiveram cientes na cidade, e um deles ficou até ferido nos ataques. A oposição accusou ainda o regime de Bashar al-Assad de mudar placas a indicar certos locais, para que os observadores não chegassesem onde quisessem.

A situação no bairro de Bab Amro é descrita como um cerco. A maior parte dos habitantes não se atreve a sair de casa; os que saem de casa não se atrevem a sair da sua rua. "Temos fome e frio", queixava-se um trabalhador da construção chamado Tamit. "Não há comida, e estamos a ficar sem



A oposição acusa o regime de Babar al-Aziz de manter placas a indicar certos locais para desorientar os observadores.

noite, sem notificar o Governo sírio, para que pudessem ver o que se passa realmente." Enquanto andavam por Homs, um dos observadores ficou ferido na sequência dos ataques do Exército, relatou ainda o activista. O Conselho Nacional Sírio, principal grupo de opositores, denunciou tentativas do regime para desorientar os observadores, chegando até a mudar as placas com indicações de locais em algumas ruas. O regime transferiu também os presos políticos para prisões militares a que os observadores não vão ter acesso, denunciou o grupo de oposição.

Em Homs, havia quem estivesse descrente em relação ao poder dos observadores. "Não podemos confiar na Liga Árabe. Só podemos virarmos para Deus. Aguentámos isto durante os últimos dez meses. E agora eles trouxeram os observadores e depois? Vão-lhes dar mais tempo? Até morreremos todos?"

Daily Telegraph (Royaume-Uni / United Kingdom)

Syria shells city as monitors move in

By Richard Spencer
Middle East Correspondent

SYRIA was set for an extraordinary coordination with the Arab League last night as it sheltered the city of Homs on the eve of an expected peace mission to the city by a delegation of monitors.

Video posted online from the city, the epicentre of the uprising against the rule of President Bashar al-Assad, showed twisted and bloodied bodies lying in the streets of the Ba'th de-Arba neighbourhood, which is surrounded by pro-government tanks.

The Syrian Observatory for Human

Rights and other human rights groups said that at least 30 people had been killed in the attack yesterday, 14 of them in Job al-Amar.

A further three people, including a 14-

year-old boy, were killed in neighbouring Hama province.

Homs is expected to be visited by an Arab League monitoring mission whose leader, Lt Gen Moustapha Alaaeddine Dafni, arrived in Damascus on Saturday night.

Another 50 members of his team arrived in Damascus last night, believed to have flown in from Cairo.

Battah Ghobash, the head of the Syrian National Coalition, last night claimed in video and broadcast footage to still be in the neighbourhood.

Other footage shows tanks manœuvring through the streets, accompanied by the sound of machine gun fire. Witnesses also said that rebel forces were firing back and inflicting their own casualties on government forces.

The mission, comprising 50 politicians, military figures and human rights observers and 10 Arab League officials, will be divided into two groups and each will be accompanied by Syrian officials.

13 Government authorities said that he had received

arrived described by one activist as good co-operation from the authorities in Homs, while others remain in the city to observe the situation.

However, after eight weeks of wailing, the Arab League agreed to an Arab League-sponsored proposal to withdraw its troops from the streets and allow its monitors the road will be the situation discovered by his team.

The government says that large parts of the country – including parts of Hama – are peaceful and support the regime, but that Islamist extremists and terrorist groups are waging a war on the Syrian army, which has killed thousands of people.

It is an assessment shared by virtually no one else, with powerful neighbours such as Turkey having turned on Mr Assad.

A French Foreign ministry spokesman said: "The Damascus authorities must

immediately, in accordance with the Arab League plan, allow observers access to the city of Homs, where the violence is particularly bloody."

The human rights group Amnesty International has reported that Gen Assef Shawkat, the president's brother-in-law and one of the country's most powerful military figures, had arrived in Homs to take charge of the situation there personally.

Activists say the delay in the mission's arrival, during which time thousands of people have been killed and the country has descended into open warfare between the government and armed rebels, has made it pointless. They also claim that Mr Assad had carried out few of the previous year's implementation the observers are supposed to be monitoring.

13

The Irish Times (Irlande / Ireland)

Team of monitors arrives in Syria as 20 die in clashes

MICHAEL JANSEN

AS ARAB League monitors arrived in Syria yesterday, opposition activists reported that 20 people died in a restive quarter of Homs during the continuing government crackdown on dissent.

The London-based Syrian Observatory for Human Rights said security forces targeted the Bab Amr district of Homs, a stronghold of army defectors, with mortar and heavy machine-gun fire. Local residents stated that the well-armed defectors replied.

Syrian official news agency Sana said there was another clash between armed elements and troops in Deraa province; a "number" of the gunmen and one soldier were said to have been killed and eight wounded.

Human rights activists say 275 civilians have been slain over the past week by government forces and 150 have died during clashes between loyalist troops and army deserters.

The 50-strong observer mission, headed by Sudanese general Mustafa Dabi, is to be divided into five groups of 10 which will today visit Damascus, the central cities of Homs and Hama and the northern province of Idlib.

Tomorrow, they are scheduled to go to Qamishli and Deir al-Zor in the east and Tartous and Banias in the west.

Arab League secretary general Nabil al-Arabi has said the mission

would need only a week to determine whether the Syrian authorities and their opponents are adhering to the terms of the league's peace plan, signed by Damascus on November 2nd.

The plan calls for an end to violence by all parties, withdrawal of troops from urban areas and the release of all political prisoners detained since unrest began in mid-March.

The Syrian government delayed the deployment of the monitors for six weeks by pressing for amendments to the protocol governing their mission. The document was finally signed on December 19th and an advance team arrived in Damascus on the 21st.

According to a team member, they received the full co-operation of the Syrian authorities.

Although Syria had said the team would be barred from visiting sensitive military sites, the government may have changed its mind since an official spokesman has announced that the monitors would be able to go wherever they choose.

Syrian foreign minister Walid Muallem has said he believes the monitors will uphold the government's contention that "armed terrorists" are behind the violence.

The UN estimates that 5,000 people have died over the last nine months, while the government says 2,000 security personnel have been killed.

Le Soleil (Canada)

Le massacre se poursuit

L'arrivée d'observateurs en Syrie n'a rien changé à la répression

Agence France-Presse

DAMAS — Les forces syriennes ont lancé hier une nouvelle offensive contre la ville de Homs, un bastion de la contestation du régime, faisant au moins 29 morts, quelques heures avant l'arrivée d'une première délégation de 50 observateurs arabes chargés de surveiller la situation.

L'arrivée des observateurs intervient alors que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qualifiait «d'effrayante» la situation à Homs. L'OSDH a fait état, selon un nouveau bilan, de 18 morts dans le quartier de Baba Amro, qui a essuyé «des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes». «Le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours», selon l'OSDH.

Onze civils ont péri dans d'autres quartiers de Homs, selon la même source. Une femme a été tuée à Talbissé, et un homme à Rastan, deux localités près de Homs.

D'importantes manifestations contre le régime, violemment réprimées, se déroulent régulièrement à Homs, troisième ville du pays, où ont lieu également des affrontements meurtriers entre l'armée et des déserteurs.

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité de l'opposition, a pressé hier la Ligue arabe et l'ONU de mettre un terme à la «tragédie» en Syrie. Il a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter le plan de la Ligue arabe sur la Syrie pour lui donner «plus de force».

La mission des observateurs fait partie d'un plan de sortie de crise de la Ligue arabe qui prévoit l'arrêt des violences en Syrie, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse.

Damas avait accepté ce plan le 2 novembre, tout en continuant de réprimer dans le sang la révolte.



Des Syriens se sont réunis dimanche dans la grande mosquée Omayyad, à Damas, pour une célébration funéraire destinée aux victimes de deux attentats suicide qui ont tué 44 personnes dans la capitale. Les cercueils étaient tous couverts du drapeau rouge, blanc et noir de la Syrie. — PHOTO AP

Un porte-parole du CNS a affirmé que des observateurs de la Ligue arabe se trouvaient déjà à Homs mais «ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas aller là où les autorités ne veulent pas qu'ils aillent».

NOMS DE RUE CHANGÉS

L'OSDH a affirmé de son côté que les forces de l'ordre «ont changé les poteaux indicateurs des noms des lieux» dans des zones de Jabal Al-Zaouia, dans la province d'Idleb (nord-ouest), afin d'induire les observateurs en erreur.

Trente-sept civils au total ont été tués hier par les forces du régime

dans le pays, selon l'OSDH. Selon l'ONU, plus de 5000 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début de la révolte contre le régime du président Bachar Al-Assad.

Le Canada a une nouvelle fois demandé hier au régime syrien de mettre fin à la répression et prononcé la démission du président Bachar Al-Assad, estimant qu'il ne faisait que «retarder l'inévitable» car il serait «bientôt chassé du pouvoir».

«Nous exhortons le régime à mettre fin à la violence immédiatement et à accorder un accès sans restrictions aux observa-

teurs internationaux afin que les réformes réelles exigées par les Syriens puissent enfin être amorcées», a déclaré le ministre canadien des Affaires étrangères John Baird dans un communiqué, relevant à la mort de plusieurs dizaines de personnes tuées par l'armée à Homs.

«M. Al-Assad et ses partisans font que retarder l'inévitable. Le président a perdu toute crédibilité et bientôt il sera chassé du pouvoir. Il doit se retirer et permettre que justice soit faite», a ajouté le ministre des Affaires étrangères.

Le Droit (Canada)

Au moins 29 morts à Homs avant l'arrivée des observateurs arabes

DAMAS — Les forces syriennes ont lancé hier une nouvelle offensive contre la ville de Homs, un bastion de la contestation du régime, faisant au moins 29 morts, quelques heures avant l'arrivée d'une première délégation de cinquante observateurs arabes chargés de surveiller la situation.

«Une délégation de 50 observateurs est arrivée hier soir à Damas», a indiqué la télévision privée Dounia (proche du pouvoir) précisant que dix d'entre eux avaient la nationalité égyptienne.

Le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, qui doit diriger les observateurs, était arrivé dimanche soir à Damas.

La mission des observateurs fait partie d'un plan de sortie de crise de la Ligue arabe qui prévoit l'arrêt des violences en Syrie, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse.

Damas avait accepté ce plan le 2 novembre, tout en continuant de réprimer dans le sang la révolte.

L'arrivée des observateurs intervient alors que l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) qualifiait «d'effrayante» la situation à Homs.

L'OSDH a fait état, selon un



AGENCE FRANCE-PRESSE

Un char d'assaut syrien avance dans la ville de Homs, où 29 personnes ont été tuées avant l'arrivée des observateurs de la Ligue arabe.

nouveau bilan, de 18 morts dans le quartier de Baba Amro, qui a essuyé «des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes». «Le pilonnage est plus intense que les trois derniers jours», selon l'OSDH.

Onze civils ont péri dans d'autres quartiers de Homs (centre), selon la même source.

D'importantes manifestations contre le régime, violemment réprimées, se déroulent régulièrement à Homs (160 km au nord de Damas), troisième ville du pays, où ont lieu également des affrontements meurtriers entre l'armée et des déserteurs.

Le Conseil national syrien, qui regroupe la majorité de l'opposi-

tion, a pressé hier la Ligue arabe et l'ONU de mettre un terme à la «tragédie» en Syrie.

Il a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter le plan de la Ligue arabe sur la Syrie pour lui donner «plus de force».

«Le plan arabe est un bon plan pour désamorcer la crise mais je crois que la Ligue arabe n'a pas vraiment les moyens de faire appliquer ce plan», a déclaré Burhan Ghalioun, président par intérim du CNS, lors d'une conférence de presse à Paris.

Trente-sept civils au total ont été tués hier par les forces du régime dans le pays, selon l'OSDH.

Agence France-Presse

New York Times – International Herald Tribune (USA)

Death toll in Syrian city is said to be rising

BEIRUT

Paris and rights activists urge Arab observers to travel to Homs quickly

BY KAREEM FAHIM

At least 20 people were reported killed in fighting in the rebellious Syrian city of Homs on Monday as France joined with human rights activists in urging observers from the Arab League to quickly visit the city.

"The authorities in Damascus must imperatively, in keeping with the Arab League plan, allow the access of observers to the city of Homs," a spokesman for the French Foreign Ministry said in a statement. "The repression and unprecedented violence committed by the regime of Damascus must cease."

Residents and activists say that Homs has been under siege by thousands of government troops for days.

Fifty observers were to arrive in Syria on Monday night to monitor promises by the government of President Bashar al-Assad to withdraw its tanks and troops from cities and release political prisoners. The mission has coincided with some of the worst violence in the nine-month uprising, as the army and the security forces attacked strongholds of resistance, in Homs and near the city of Idlib.

In a statement, the Arab League said the observers, from at least eight Arab countries, would conduct "field visits" of several Syrian cities on Tuesday, including Homs, Idlib, Hama and Dara'a. The group would include "civilian and military" experts.

Residents of Homs spoke of an intensifying war in some neighborhoods, pitting defecting soldiers and other armed revolutionaries against the security forces and the army.

The residents, holed up in bathrooms or lower floors for safety, were not able to say where most of the fire was coming from.

The fighting was concentrated in the Bab Amr neighborhood. A resident there, Abu Omar, said hundreds of families had fled, and the neighborhood had long ago run out of food: They were surviving on potatoes. Several days ago, dozens of army soldiers took over part of his house, firing heavy machine guns from his third floor for days.

Armed military defectors also seemed to be fighting intensely. A witness quoted by Reuters reported seeing ambulances full of wounded government soldiers over the past few days.

Sectarian murders have left scores of people dead in Homs, and armed defectors have carved out strongholds in parts of the city.

Some of the killings seemed to underscore the increasingly confused state of the battle in Homs. A 56-year-old woman in the Malaab al-Baladi neighborhood said that on Monday morning armed men told a taxi driver to stop his car then shot at it when he refused.

The car crashed into a public garden facing the woman's house. "We don't know who stopped him," she said, adding that the man could have been an informer stopped by revolutionaries, or someone that security forces were looking for. "We don't know anything anymore," she said.

Soon, members of the security forces and rebels were firing at each other, for a "lifetime," she said.

"We hid in the small bathroom," she said. "I swear, I can't take this anymore."

Hwaida Saad and an employee of The New York Times contributed reporting from Beirut, and Scott Sayare from Paris.

Los Angeles Times (USA)

Syrian opposition reports at least 20 deaths in Homs

The toll, which could not be verified, comes as monitors from the Arab League arrive.

ALEXANDRA ZAVIS
AND RIMA MARROUCH
REPORTING FROM BEIRUT

The video was horrific. What appeared to be the bloodied and broken bodies of four men lay in a rubble-strewn street, near downed power lines and damaged cars.

"Where are the Arabs? Where is the international community?" a man's voice yelled over women's screams.

Opposition activists uploaded the video to YouTube on Monday, saying it was evidence of the carnage in parts of the western Syrian city of Homs on the day that a group of about 50 Arab League observers arrived in the country to begin monitoring implementation of a regional peace initiative.

In all, antigovernment activists said, at least 20 people were killed Monday in heavy shelling and gunfire in Homs, which has been at the center of a 9-month-old uprising against Syrian President Bashar Assad.

The authenticity of the video and the death toll could not be independently verified.

There was no immediate comment from the government, which typically blames such bloodshed on what it describes as foreign-backed terrorists. Most international journalists have been barred from Syria, making it virtually impossible to confirm the claims of either the government or opposition activists.

League officials said some of their monitors would head to Homs on Tuesday to get a firsthand look at the situation in Syria's third-largest city.

Government officials have said they expect the mission to confirm their contention that Syria is facing an armed insurgency with foreign backing.

The country's main opposition bloc, the Syrian National Council, has accused the Arab League of participating in a charade while the government steps up a bloody crackdown on mostly peaceful protests.

In a Christmas video message, the group's leader, Burhan Ghalioun, called on the league to seek U.N. Security Council backing for its



AP Getty Images

A VIDEO SHOWS a Syrian tank making its way through the western city of Homs, the center of a 9-month-old uprising against President Bashar Assad.

peace initiative "in order not to give the regime more opportunities to avoid its responsibilities and not to prolong the suffering of the Syrian people."

Violence has escalated in recent months as the government sends tanks and troops to subdue restive neighborhoods and a growing number of military defectors join the ranks of the opposition.

Some civilians have also taken up arms to defend their communities, raising fears that the country could slide into civil war.

The United Nations says more than 5,000 people have been killed since the start of major antigovernment protests in March, a figure disputed by the government, which says the majority of casualties were security force members.

One security force member was killed and eight injured in clashes with "armed terrorist groups" in the southern province of Dara, the official Syrian Arab News Agency said Monday.

Many of Monday's deaths, including the four said to be recorded in the video, were reported in the Bab Amro neighborhood of Homs, which activists say has endured days of shelling, machine-gun fire and raids by government security forces.

The British-based Syrian Observatory for Human Rights said at least 14 people had died there and six in other parts of Homs.

The Local Coordination

Committees, another opposition group, put the day's toll in the Homs area at 34 and said eight people had been killed in other parts of the country.

"There are no words to describe the situation today," said an activist reached in Bab Amro, who did not want his name published out of concern for his safety.

"The shelling has not stopped since 6 a.m. Whole families are being killed under the rubble of their houses.... The apartment I'm in right now had a shell dropped on the floor above us and five shells around the building."

Residents said security forces had surrounded Bab Amro for days and were not allowing people to enter or leave the neighborhood. Some said they were running out of food, water and other essentials.

The Arab League had threatened to go to the U.N. Security Council if Syria did not admit its observers to monitor compliance with a league-negotiated peace plan that calls for the withdrawal of security forces from the streets, the release of political prisoners and dialogue between the government and its opponents.

A league advance team arrived Thursday and was taken the next day to the scene of a double suicide car bombing targeting intelligence agencies in the capital, Damascus. The attack reportedly killed 44 people and injured 166. Opposition

groups question whether the observers will have similar access to areas subject to the government's crackdown, especially since the government is providing their security.

Syrian officials have said the observers will be free to move around the country but will not have access to sensitive military sites, which are excluded under the agreement. League officials said that the government so far has been cooperative.

In all, about 150 observers are expected in Syria by the end of the month. They will be organized into teams of 10 that will fan out across the country, including to opposition strongholds such as Dara, Idlib and Hama, according to league officials.

The group that flew in Monday includes human rights experts, retired military officers and other representatives from Egypt, Algeria, Morocco, Iraq, Sudan and Mauritania. Arab League Secretary-General Nabil Elaraby told reporters after meeting with them in Cairo.

Mohammed Kaabi, a member of the observer mission from the United Arab Emirates, said they would report only what they personally saw and heard.

alexandra.zavis
@latimes.com
Marrouche is a special correspondent. News assistant Amro Hassan in The Times' Cairo bureau contributed to this report.

La Nouvelle République (Algérie)

Thierry Meyssan à *La Nouvelle République*
**«La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors
d'une réunion à Camp David le 15 septembre 2001»**

- La Syrie est prise entre les feux de la disinformation des puissances occidentales prédatrices et une mouvance islamiste à leur service, avec la complicité plus ou moins involontaire d'une Ligue arabe aux mains des monarchies du Golfe, un projet hégémonique qui, selon l'analyste Thierry Meyssan, a été planifié lors d'une réunion à Camp David en septembre 2001. Aventure qui ne serait pas sans conséquences dévastatrices pour la région et pouvant dégénérer en conflit mondial. Telles sont les grandes questions abordées avec Thierry Meyssan, journaliste et analyste politique, directeur du Réseau voltaire.

La NIE : Vous étiez en Syrie. Quel constat mez-vous fait ? La réalité de terrains reflète-t-elle les propos avancés par les médias occidentaux concernant les manifestations massives, les tirs à balles réelles qui ont fait au moins 5 000 morts, la constitution d'une « armée syrienne libératrice » forte de 15 000 hommes et ce, dans le « guerre civile » avec notamment 1,5 million de Syriens pris au piège qui souffrentraient de la faim ?

Thierry Meyrand : Une expression française affirme que « lorsque tout ayant son chien, ce dit qu'il a la rage ». En l'occurrence, lorsque les puissances occidentales veulent envahir un Etat, leurs médias disent que

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) assure régulièrement sur la toile médiatique. Cette association n'a aucun passé dont elle puisse se prévaloir et aussi peu d'anciens membres actif connus. C'est un cadre des Frères musulmans syriens, disposant de trois passeports, syrien, britannique et sud-africain. Ce monstre annonce chaque jour le nombre de victimes de la répression, sans éteindre ses dents. Ses affirmations sont invérifiables et donc sans valeur. Elles sont pourtant reprises par tous ceux qui cela arrange.

La Haute commission aux droits de l'homme a délivré trois communiqués pour enquêter sur les événements en Syrie. Leur action entrepose des compétences de l'ONU, qui prévoient des inspections régulières que la Syrie reçoit conformément aux traités. Comme dans l'affaire Hafir, les Nations unies partent du

La version des médias occidentaux est une pure fiction. La vérité sur place, c'est que les Occidentaux livrent une guerre non conventionnelle contre la Syrie. Ils ont envoyé des combattants arables et patchouines, menés par le prince saoudien Ranbar bin Sultan et encadrés par les forces spéciales françaises et américaines. Ces dernières sont chargées de démanteler les réseaux de l'Etat syrien et de détruire les capacités industrielles et militaires du pays. Leur objectif est de créer un état pré-syrien qui sera alors occupé par les forces américaines et israéliennes. Ceux-ci sont également responsables de la mort de nombreux civils syriens, dont de nombreux enfants. La guerre est donc une guerre de destruction et de mort, menée par les Occidentaux contre la population civile syrienne.

La déstabilisation des trois communautés n'a pas accusé de partis d'importance. Si sont tous trois ressortissants d'Etat qui militent pour l'intervention militaire contre la Syrie. Leur méthode n'est pas plus acceptable : sous



■ Thierry Malencon. (Photo D.R.)

la pression de la communauté turque, qui est une militante engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes, la commission a considéré que les témoignages à charge n'étaient pas bons d'être reçus et refusés : ce sont eux accusés de faire la preuve de leur innocence lorsqu'ils sont défendus devant un tribunal. Cette procédure inéquitable permet d'accuser n'importe qui de n'importe quoi, mais ne démontre rien du tout.

Ces enquêtes ont nécessité plus de 200 personnes qui devront disposer d'informations et affirmer parfois avoir été témoins, voire victimes d'executions. Conformément à la procédure, le nom des témoins reste secret à ce stade de l'enquête. Mais contrairement à la procédure, les noms des victimes sont également secrets. La Haïti commission affirme donc que qu'il y a plus de 5 000 victimes de la répression, mais elle n'avance que deux noms. Pas de chance, ces deux cas, qui ont été largement médiatisés par Al Jazeera, ont fait l'objet de multiples investigations. Le premier correspond à un enfant tué dans la rue par des tireurs lorsqu'il se venait; le second est un adolescent qui a été recruté par une bande armée pour participer à l'attaque d'une résidence militaire et qui est mort la balle dans la tête. Cela n'a rien à voir avec une répression de maximisation pacifique. Nous attendons donc de la Haïti commission qu'elle publie le nom des victimes pour que nous puissions vérifier le bien-fondé de ses accusations.

De nombreuses instances de l'ONU ont perdu leur crédibilité. En premier lieu, on ne devrait pas accepter de confier des responsabilités à des experts qui n'ont pas le statut de praticiens internationaux, mais sont

des fonctionnaires nationaux détachés par leurs Etats. On ne devrait pas pouvoir agir au nom de l'ONU si l'on n'a pas bien écouté à sa hiérarchie nationale.

Syrie cassée en lilly s., certains observateurs avancent que les rebelles sont en fait des succédanés de la mort, des mercenaires étrangers. Quel constat avez-vous fait à ce propos?

Dans les deux cas, il y a des nazis qui participent à la lutte arabe, mais ils sont minoritaires par rapport aux combattants arabes.

En Libye, des groupes issus de tribus privilégiées sont joints aux mercenaires étrangers pour la déstabilisation de la Cyrénaïque. Mais ils ont refusé d'aller au combat en Tripolitaine pour renverser Kadhafi. Il a fallu déployer les troupes d'Al Qaida, puis faire débarquer 5 000 commandos libyens.

Le Conseil national syrien s'est formé sous l'Eglise de la France à Paris. Quelle lecture peut-on faire de cet événement ? La France va-t-elle prendre les devants de la scène comme en Libye avec notamment son «ministre-BHL», ou opter pour une autre stratégie ?

D'abord, chacun voit bien que les institutions françaises sont en partie pilotées par des personnalités libéertines, comme S.H., qui exercent des responsabilités sans droit, si tôt. Ensuite, certains disent, comme le président Sarkozy, ne servent pas les intérêts nationaux, mais ceux du système impérial U.S. Sous leur autorité, la France n'est déjà engagée dans un conflit en Côte d'Ivoire quasiment les intérêts de quelques multinationales françaises, puis elle s'est engagée en Libye de manière à étendre l'Afrique du Nord le projet mao-conservateur de remodelage du «Moyen-Orient».

La France a à plus de contestez avec la Syrie, ainsi que l'a rencontré la réception du président Al-Assad à Paris, lors du

● ● ●

A la长期, on pourrait considérer que le vieux conflit des années 80 (notamment l'assassinat de l'ambassadeur français à Beyrouth) est passé par parties et profité aux deux belligérants. Mais je ne suis pas sûr du tout que, dans cette affaire, les torts français ne soient pas plus importants que ceux des Syriens. Enfin, Paris n'a aucune raison d'attaquer Damas. Nous savons tous que la vraie question est ailleurs : la domination et l'exploitation de cette région dépendent de l'alliance des Etats-Unis et d'Irak d'une part, avec la Turquie et les monarchies pétrolières d'autre part. Cette alliance se heurte à un cas de résistance comprenant le Hamas, le Liban, la Syrie, l'Iran et l'Iraq, appuyée par la Russie et la Chine. Au plan régional, deux poles se sont formés, l'un est exclusivement arabe, l'autre est multiconfessionnel (et non pas chiite comme le prétendent les néo-conservateurs pour imposer la Réta). La France est devenue le proxy des Etats-Unis. Elle peut à tout moment renier sa guerre contre la Syrie. Cependant, elle n'en a pas la capacité réelle, si même avec la Grande-Bretagne. Et le sommet du 2 décembre qui devait instituer une alliance à trois avec l'Algérie a été annulé faute d'accord au plan financier. En pleine crise de l'euro, les Européennes n'ont pas les moyens de leur imperialisme.

La Ligue arabe a déclenché, dans une mesure limitée, de nouvelles tensions entre les institutions, et ce, avant même que n'expire le délai de 15 jours accordé à la direction syrienne pour mettre en œuvre le plan arabe de règlement de la crise. Quelle lecture pourraient-en faire de cette décision continue aux statuts de la Ligue qui exige l'unanimité dans un vote pour ce type de mesure ?

Les organisations internationales, que ce soit la Ligue arabe ou l'ONU, n'appartiennent pas aux Etats qui les ferment, mais à ceux qui les financent. La Ligue est devenue un jouet aux mains des monarchies pétrolières. Des gens qui n'ont pas envie de Constituer chez eux ne peuvent pas respecter les statuts des organisations qu'ils ont achetées. Au-delà de ce constat, la décision prise par la Ligue d'assurer économiquement la Syrie ne sont pas des sanctions pour une base commune, mais le début d'une guerre conventionnelle.

La même volonté se dessine comme celle constatée en Libye. Allons-nous assister aux mêmes scénarios en Syrie, où le contexte est différent, ou allons-nous assister à une autre situation ?

Le contexte et les protagonistes sont différents. La Libye était un Etat isolé. Le colonel Kadhafi a toujours beaucoup d'espoir et a beaucoup d'égo. Il était anti-imperialiste, mais multipliait les arrangements secrets avec Washington et Tel-Aviv. Il a été l'allié



« Je ne pense pas que les islamistes aient jusqu'à présent été un véritable défi pour l'Occident. » (Photo D.R.)

de tous et à n'importe quel, voire toutes chaises. Son pays n'avait pas de diplomatie, ni de politique d'ailleurs, hormis celle de ses investissements pour le développement de l'Afrique. La Libye s'est donc trouvée facile face à l'Otan. Au contraire, la Syrie est une vieille nation qui a toujours eu une alliance, y compris dans son choix de résistance aux colons des Palestiniens, des Libanais, des Irakiens et des Iraniens. Sa diplomatie est à l'origine qu'elle a pu obtenir en quelques jours le double veto russe et chinois au Conseil de sécurité. Toute guerre contre la Syrie est appellée à l'instinct à l'ensemble de la religion, voire à dégénérer en guerre mondiale si l'Iran ou la Russie intervient directement. En contre, les Libyens sont 5 millions quand les Syriens sont 23 millions. La Libye n'avait d'autres expériences militaires que la guerre du Tchad, quand la Syrie fut habilitée à vivre depuis 60 ans dans une région en guerre permanente. Les experts du lobby pro-gouvernement à Washington affirment que l'armée syrienne est mal équipée et mal entraînée.

La preuve est qu'une intervention internationale sera une procédure de accès. C'est pourquoi, les experts affirment en 2006 qu'Irak devait éviter une nouvelle guerre avec la Syrie parce qu'elle serait trop dangereuse.

Certains associent que ce qui se passe en Syrie n'est que le prolongement de ces relations ambiguës, alors que la Syrie figure depuis l'ère Bush sur l'agenda américain, alors

les diaboliques du plaisir

Wesley Clark : D'où venez-vous, qualifié chapeau pour Bachar Al-Assad pour déjouer cette conspiration ?

Comme vous le rappellez, la décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion à Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats de New York et Washington. L'administration Bush avait planifié une série de guerre : Afghanistan et Irak, Libye et Syrie, Somalie et Somalie, pour finir par l'Iran. En 2003, juste après la chute de Bagdad, le Congrès a adopté le Syrian Accountability Act qui ordonne au président des Etats-Unis d'entrer en guerre dès que possible contre la Syrie. Ce que le président Bush n'a pas eu le temps de faire incombe désormais à son successeur Barack Obama. Le général Wesley Clark a révélé cette stratégie il y a plusieurs années déjà, pour mieux s'y opposer. Il a joué un rôle très important durant la guerre de Libye qu'il a vainement tenté d'arrêter avec l'aide de nombreux généraux d'active. Ensemble, ils représentaient un courant non négligeable d'officiers supérieurs qui refusaient de voir mourir leurs hommes dans des combats stériles qui ne servaient pas les intérêts des Etats-Unis, mais ceux de quelques libétagos proches d'Irak. Ils furent donc tout pour empêcher une guerre en Syrie et ils disparaissent de plus de leviers qu'ils ne le croit pour influer la politique mondiale.

Le président Bachar Al-Assad n'est pas connu son père. Ce n'est pas un autoritaire. Il gouverne avec une équipe. La stabilité de son gouvernement consiste

d'une part à préserver la paix civile face aux tentatives de déstabilisation et de division confessionnelle ; et d'autre part à renforcer ses alliances, principalement avec l'Iran, la Russie et la Chine.

Un constat qui s'impose dans ce trouble qui connaît le monde arabe, que ce soit en Tunisie, en Egypte, au Libye et maintenant en Syrie, c'est cette réconciliation de l'Occident avec les nouveaux islamistes pourtant contestables. D'après vous, quels sont les traits et les sélections dans ce nouveau jeu mondial ?

Je ne pense pas que les islamistes aient jusqu'à présent été un véritable défi pour l'Occident. Historiquement, tous les empêchaient certains d'eux pour limiter les révoltes nationales. C'était le cas avec les Ottomans, comme avec les François et les Anglais.

Saviez-vous que la France n'a

jamais appliqué la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905) avec les Algériens, comme avec les François et les Anglais.

Saviez-vous que la Syrie n'a jamais appliqué la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905) avec les Algériens. Elle a fait au contraire appuyé sur les musulmans pour exercer son autorité.

Les Anglo-Saxons ont toujours fait de même. Plus encore, les Etats-Unis ont créé des mouvements islamiques dans les années 60 avec l'espoir de provoquer un conflit de civilisations entre le monde musulman et l'Union soviétique. C'était la stratégie de Bernard Lewis, mais en œuvre par Zbigniew Brzezinski, et théorisée pour le grand public par Samuel Huntington.

Cela a donné Al-Qaïda. Ces gens ont détruit les intérêts de l'empire américain et viennent d'accepter que

l'Otan contrôle les bases de l'Otan actuellement stationnées en Espagne, et installe de nouveaux radars destinés à surveiller l'Iran.

Depuis un siècle, les dirigeants turcs multiplient les erreurs politiques. Erdogan espère devenir le gardien de la religion comme l'ancien fait avec lui le sheik Fez Pahlevi et Saddam Hussein. Erdogan a recrûté comme les Etats-Unis traitent ceux qui les servent : ils les utilisent, puis les détruisent.

Quelles sont les

par Sébastien Abdeddine

En 2003, juste après la chute de Bagdad, le Congrès a adopté le Syrian Accountability Act qui ordonne au président des Etats-Unis d'entrer en guerre dès que possible contre la Syrie. Ce que le président Bush n'a pas eu le temps de faire incombe désormais à son successeur Barack Obama.

Syrian tanks fire, 23 killed just before Arab League monitors arrive

Members of first observer group to visit hard-hit Homs • Opposition council says Assad engineered twin bombings last week

• BY ERIKA SOLONOV

The first group of Arab monitors arrived in Syria on Monday to assess whether Damascus is adhering to a plan to end a nine-month crackdown on protests against President Bashar Assad's rule, a member of the Arab delegation in Damascus said.

"They arrived at about 8 p.m.," said the source, who was speaking by telephone from Damascus after meeting the monitors at the airport.

Fifty monitors and 10 offi-

Balad MK indicted for traveling to Syria, Page 10

sion, Sudanese Gen. Mustafa al-Dabi, arrived in Damascus on Saturday. He went to Syria shortly after an advance team of Arab League officials arrived in the country to arrange terms and logistics for the mission.

Earlier Monday, at least 23 people were killed as Syrian tank forces battled opponents of Assad in Homs on Monday, residents said.

As they were waiting for the monitors to come to the city at

clals from the Arab League security retinat were flying on a private Egyptian airplane, a Cairo airport source said before the aircraft took off. The observer mission will eventually include about 150 people, League Secretary-General Nabil Elaraby told Reuters last week.

The head of the observer mis-

revolt, there was no sign of Assad carrying out a plan agreed with the League to halt an offensive against protests and start talks with the opposition.

Amateur video posted to the Internet by activists showed three tanks in the streets next to apartment blocks in the Baba Amr district. One fired its

See SYRIAN, Page 19



Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

Will Hamas splinter as its external leaders seek a new home?

By JONATHAN SCHANZER

December 21 was a big day in Gaza. Hamas politics, as the terrorist group Hamas reportedly agreed to join the Palestine Liberation Organization. If Hamas wins the day, it is widely assumed that a well-respected Hamas party at the PLO did, but it may not be that simple. Hamas' choices are not of one mind on key issues such as the use of violence and political participation. As a result, Hamas could splinter.

Hamas, it should be noted, won a majority group in its inception. After the outbreak of the 1987 intifada against Israel, when the Muslim Brotherhood remained committed to non-violence, a militant faction formed Hamas as a parallel army to target Israelis, military and civilian alike.

We may now be witnessing a micro-scope of that process. While some mainstream Hamas figures are calling for an end to the group's 24-year campaign of violence in hopes of gaining international legitimacy by integrating with newly reorganized Muslim Brotherhood factions around the region, other figures within Hamas insist that path is the only way to achieve independence. If those two factions cannot reconcile on this core issue, they may go their separate ways.

In truth, Hamas is already split in two. Its internal and external leaderships largely operate as separate entities. Haniyeh, who heads its internal leadership in the Gaza Strip, has for four years been regarded as the strongest of the territory, which Hamas took by force from the Palestinian Authority in 2007.

Since assuming the role of a government, Haniyeh and his cronies have been forced to adopt some more pragmatic positions. Instead of attacking Israel almost exclusively from a cause for extermination among the 1.8 million people living under Hamas rule,

to a result, Hamas has had most of its terrorist activity. Then, despite the fact that Hamas has committed to isolate an armed Hamas has remained largely calm since early 2009.

Hamas' external leadership, headed by Khalid Mashaal, has been based in Istanbul, Turkey, and his cadre are traditionally known as the more radical branch of the organization, owing to their links and close ties with Syria and Iran, which have provided them with cash, weapons and cover for years.

Now, however, international financial institutions in response to Hamas' recent policies have forced the Islamic Republic's state to confront the Islamic Republic's ability to afford Hamas, and demands



HAMAS SUPPORTERS rally in Gaza City on December 14 to mark the 24th anniversary of the organization, some of its leaders may be willing to end their violence, but the time could split the movement. (Photo)

is nevertheless building among observers of the Palestinian scene that there is a "true" Hamas within the PLO, would a true Hamas split off the weak PLO, that even if it won't become another PLO-style entity of its own, another PLO-style group will likely emerge. So, whether we can count on Hamas members being part of it, Hamas' change-faction makes the whole ideology it has practiced for a quarter century will continue to guide its local leadership for years to come.

This winter is my pleasure for research at the Foundation for Defense of Democracies and author of *Hamas vs. Fatah: The Struggle for Palestine* (Palgrave 2006).

On the anniversary of Hamas' founding in 1987, Haniyeh has called a "true" Hamas in the making."

The prospect of a de-linked Hamas is an attractive one, of course, but it's not that simple.

If Hamas does renounce violence, it will trade a curse. This is exactly happened in the late 1980s, when the New Ayatollah Hadi al-Senussi - and armed struggle are the strategies were to liberate the Palestinian land from the son to the zevot.

And even as Hamas leaders began talking of non-violence, the group's armed wing, the Izz ad-Din Qassam Brigades, announced that Haniyeh sought to form an Arab army! No "Arab" detainees."

All the same, it appears that Haniyeh and his cohorts have adopted a more radical position than the traditionalist Hamas members may be willing to tolerate violence after more than two decades of stable foundations and rock-solid bases of support, others refuse to bend them back toward status quo ante.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Crise syrienne : Hariri pour le recours au Conseil de sécurité et l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne

Le leader du courant du Futur, l'ancien Premier ministre Saad Hariri, a demandé à la Ligue arabe de transmettre le dossier de la crise syrienne au Conseil de sécurité de l'ONU afin d'instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie. M. Hariri, note-t-on à cet égard, est le premier leader arabe à réclamer l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie.

Représant ses attaques contre le régime syrien par le biais de son compte Twitter, M. Hariri a souligné que si la Russie impose son veto, au cas où la Ligue transmettrait le dossier syrien au Conseil de sécurité, « il faudrait alors coopérer avec la Turquie ». « Le président Bachar el-Assad s'imagine qu'il est plus intelligent que la Ligue arabe et que le monde entier, mais sa chute sera brutale. »

En réponse, en outre, aux derniers propos tenus par le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, qui a affirmé que des éléments d'el-Qaëda se trouvent dans la région de Ersal,

dans la Békaa, d'où ils s'infiltreraient, selon le ministre de la Défense, en territoire syrien, M. Hariri a déclaré : « Il n'y a qu'une seule el-Qaëda, celle des chabbiha (les miliciens) de Bachar el-Assad. » Le leader du courant du Futur a souligné dans ce cadre qu'aucun effort ne devrait être épargné afin de mettre un terme au massacre à Homs « et dans toute la Syrie ». « Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face à ce qui se produit en Syrie », a-t-il ajouté sur ce plan, avant de relever que « le régime syrien ne respecte pas les fêtes religieuses ». « Durant le ramadan, il a accru l'usage de la violence et il a fait de même durant la fête de Noël », a déclaré M. Hariri.

Soulignant qu'il n'existe « qu'un seul menteur, le président Assad », M. Hariri s'est prononcé pour le retrait des ambassadeurs arabes de Damas, mettant l'accent sur la nécessité « d'accueillir favorablement le changement en Syrie au lieu de le combattre ». Après avoir affirmé

qu'il ne fera plus preuve de « diplomatie envers le régime syrien », l'ancien Premier ministre a déclaré, en réponse à une question sur les deux attentats de Damas : « Nous sommes habitués à de tels actes de la part du régime d'Assad qui a la capacité d'organiser des attentats-suicide. Ce régime a envoyé de nombreux kamikazes en Irak. Il a eu recours aux voitures piégées au Liban afin de prendre pour cible le président martyr Rafic Hariri, des ministres, des députés, des journalistes et des citoyens. »

Rencontre avec Geagea

Commentant par ailleurs l'actuelle visite du chef du parti des Forces libanaises, Samir Geagea, en Arabe saoudite, M. Hariri a déclaré : « Il s'agit d'une visite connue qu'il n'a pas annoncée. Nous avons diné ensemble. »

Affirmant qu'il retournera « bientôt » au Liban, le leader du courant du Futur

a souligné qu'à son avis, un dialogue autour de la stratégie de défense (portant sur les armes du Hezbollah) serait « une anecdote car nous parlerons alors avec des gens qui n'écoutent pas ». Et de poursuivre dans ce cadre : « Rien ne sera plus comme avant. En définitive, nous vaincrons. Nous sommes en mesure de changer beaucoup de choses au Liban. »

M. Hariri a exclu, en outre, « une extension du conflit sunnito-chiite de l'Irak vers la Syrie et le Liban, en passant par le Golfe ». « Il n'existe pas de conflit, mais une tension », a-t-il estimé à cet égard.

Commentant, en conclusion, le déroulement de l'enquête sur l'assassinat du président martyr Rafic Hariri, le leader du Futur a déclaré qu'il a « foi dans le Tribunal spécial pour le Liban, et non pas dans les conférences de presse au cours desquelles des photos montées de toutes pièces sont exposées pour déformer la réalité ».

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Cascade de réactions hostiles aux propos de Ghosn sur el-Qaëda ; contradictions au sein du gouvernement...

Sécurité Les deux déclarations du ministre de la Défense, Fayez Ghosn, au sujet de l'infiltration, via Ersal, d'armes et de membres d'el-Qaëda en Syrie continuent d'alimenter les réactions hostiles dans les milieux politiques libanais, inquiets des répercussions sécuritaires négatives sur la scène interne libanaise.

Plusieurs hauts responsables politiques se sont relayés au cours du week-end dernier pour démentir, directement ou implicitement, les propos du ministre de la Défense, qui avait laissé entendre, il y a deux semaines, que le village d'Ersal servait de voie de passage vers la Syrie aux armes et aux éléments d'el-Qaëda « sous le couvert de l'opposition syrienne ».

La première déclaration de M. Ghosn a pris d'autant plus d'ampleur que les différents porte-voix syriens du régime ont repris à la lettre les dires du ministre libanais une heure à peine après le double attentat kamikaze qui a visé deux grandes institutions sécuritaires bien protégées à Damas, laissant entendre que les responsables des attaques attribuées à el-Qaëda venaient bien du Liban.

Sleiman et Charbel

La première réaction est venue du chef de l'Etat lui-même qui, à sa sortie de Bkerké dimanche, a affirmé qu'« aucun Libanais ou village libanais n'accepterait d'abriter des terroristes », soulignant que les citoyens coopèrent avec l'Etat pour empêcher toute tentative dans cette direction. Michel Sleiman a en outre précisé que « le Liban est contre le terrorisme, ayant déjà payé un prix lourd pour le combattre ».

Le chef de l'Etat a été suivi du ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, qui, dans une déclaration au quotidien *Al-Ayam al-Awsat*, a déclaré qu'il ne détient « aucune information officielle sur la présence d'éléments d'el-Qaëda au Liban », tout en admettant « avoir pris connaissance des informations détenues par le ministre de la Défense lors du Conseil des ministres

sur l'existence de tels éléments à Ersal ».

Le ministre de l'Intérieur, qui dit ignorer si ces informations étaient le fruit d'une coordination entre les deux armées libanaise et syrienne, a affirmé que les explosions qui ont eu lieu en Syrie « ne se répercuteraient pas au Liban si les Libanais, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition, restent attachés à leur unité et à la préservation de leur pays ». Et d'ajouter qu'« il faudra s'attendre à l'entrée en scène d'une troisième partie qui est lese par la stabilité sécuritaire ».

Interrogé par *L'Orient-Le Jour*, le ministre a affirmé que M. Ghosn « n'a donné aucun détail sur les informations qu'il détient en Conseil des ministres », réaffirmant que les instances sécuritaires qui relèvent de l'Intérieur (les services de renseignements du PSL) ne détiennent pas de telles informations. « Toutefois, le ministre de la Défense m'a donné l'impression qu'il était certain de ses informations », a-t-il dit. À la question de savoir pourquoi le comité central de sécurité ne s'est pas encore réuni pour examiner un dossier aussi important et épique, M. Charbel a répondu qu'« il se réunira après les fêtes ».

Ghosn confirme et... atténue

Prié de commenter les propos de son collègue de l'Intérieur qui dit ne pas détenir des informations sur la question, le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, a répondu : « Qu'il aille demander aux services de renseignements du PSL ».

Prié par *L'OJ* de clarifier ses propos au sujet des éléments d'el-Qaëda, le ministre Ghosn a déploré en soirée « les interpré-

tations et les réactions « vigoureuses suscitées par ces mêmes propos ». Il a toutefois cherché à atténuer l'impact de sa déclaration initiale sans y revenir clairement. « Tout ce que j'ai dit, c'est qu'il fallait prendre garde et qu'ils (les éléments d'el-Qaëda) étaient présents à un moment donné dans une région précise. Peut-être qu'ils n'y sont plus à l'heure actuelle », a-t-il déclaré.

Cependant, plus tôt dans la journée, M. Ghosn avait publié un communiqué explicatif de ses premières déclarations dans lequel il indiquait que ce qu'il avait déclaré « n'est pas de l'ordre de la supposition, de l'analyse ou de simples conclusions, mais le résultat d'informations qui me sont parvenues et que j'ai estimé bon de communiquer au grand public pour mettre en garde contre le danger qui plane sur le Liban ». Le ministre avait également exprimé « (ses) regrets suite aux réactions qui ont donné à mes propos une portée contestionnelle comme s'ils étaient dirigés contre une communauté précise ou qu'ils s'en prenaient à la réputation d'un village libanais (Ersal) en mettant en doute le patriotisme de ses habitants ». « Nous savons, a-t-il ajouté, que tous que les Libanais, toutes communautés et appartenances confondues, refusent le terrorisme et le combattent », affirmant qu'il est « certain qu'aucun village ni aucune ville libanais n'abritera des terroristes ».

Contradictions, Interrogations et accusations...

La valse des informations contradictoires au sein d'une même équipe n'a pas échappé au député de l'opposition, Jean Oghashishian, qui, s'exprimant au nom du 14 Mars, a demandé

la réunion de la Commission nationale de la défense en présence du ministre de la Défense pour l'interroger sur ses propos et sur les preuves qui les étaient, ainsi que « sur les mesures prises pour empêcher ces supposées infiltrations ». Le député a également réclamé une réunion du Parlement pour discuter du dossier et interroger le gouvernement sur les déclarations contradictoires qui ont émané des différents ministres sur cette affaire.

A son tour, le député de la Békaa Jurnal Jarrah a précisé que M. Ghosn a peut-être indiqué que les éléments d'el-Qaëda « viennent au Liban en provenance de Syrie sous le couvert de l'opposition syrienne. Il n'a pas dit qu'ils partent (du Liban) en direction de la Syrie », a-t-il relevé.

Peut-être a-t-il confondu les détails lorsqu'il lui a été demandé de faire cette déclaration », a ironisé le député, dans une allusion aux Syriens qui auraient dicté les propos au ministre. M. Jarrah a déploré le fait que « certains ministres tentent d'impliquer le Liban dans la crise syrienne qui pourrait avoir de graves répercussions localement ».

Et d'insister : « Ersal n'est pas une voie de passage pour el-Qaëda. Nous n'avons pas un historique qui démontre que nous avons l'habitude d'abriter des fondamentalistes. C'est plutôt le régime syrien qui les parvient pour des considérations liées à l'Irak ». Selon lui, le régime syrien cherche à compromettre le Liban dans cette affaire (...) probablement pour couvrir ce qui s'est passé à Damas », a-t-il ajouté. M. Jarrah a également clairement affirmé que les analyses militaires montrent que « c'est le régime syrien qui est derrière les attentats de Damas ».

Ce n'est pas l'avis d'un haut responsable sécuritaire libanais qui croit savoir qu'« il n'est pas dans l'intérêt du régime syrien de commettre de telles opérations, surtout qu'elles visent des institutions sécuritaires néraligues pour le régime ». La source croit savoir que s'il est prouvé que ce sont des éléments d'el-Qaëda qui sont effectivement derrière ces attentats, « ces derniers s'étaient très probablement infiltrés à partir de la frontière irakienne ».

À son tour, le député du Akkar Khaled Daher (Futur) a estimé que les déclarations sur la présence d'éléments relevant d'el-Qaëda à Ersal « rejoignent l'intérêt syrien ». Le député a qualifié les propos de M. Ghosn d'« irresponsables », estimant qu'« il traite à la légère l'intérêt du pays ». « Le ministre aurait mieux fait de défendre ceux qui ont été tués et blessés à Ersal et à Wadi Khaled, ainsi que la souveraineté libanaise face aux violations syriennes », a-t-il affirmé.

Le secrétaire général du 14 Mars, Farès Souhaïd, a été plus loin encore, estimant que le président de la République et le Premier ministre doivent intervenir pour que le Conseil des ministres condamne les positions exprimées par Fayez Ghosn. « Tout le monde sait que le timing des attentats à Damas est douteux, notamment à la veille de l'arrivée des observateurs de la Ligue arabe. L'objectif est de montrer que le régime est victime d'el-Qaëda. »

Par ailleurs, les habitants de Ersal ont rapporté que des avions syriens ont survolé dimanche la Békaa au-dessus de leur village notamment, affirmations confirmées par l'Agence nationale d'information ainsi que d'autres médias.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

L'opposition syrienne appelle le Conseil de sécurité à adopter le plan arabe

Révolte Massacres à Bab Amro et Douma avant l'arrivée des observateurs arabes ; le régime durcit la répression : au moins 61 tués hier.

Le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité de l'opposition à Bachar el-Assad, a demandé hier au Conseil de sécurité de l'ONU « d'adopter » le plan de la Ligue arabe sur la Syrie, estimant que celle-ci n'avait « pas les moyens de le faire appliquer ». S'il est adopté par l'ONU, « cela lui donnera plus de force », a-t-il estimé, soulignant que jusque-là « le gouvernement syrien n'a pas respecté ses engagements ».

Le plan de sortie de crise de la Ligue arabe prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse. Damas avait accepté ce plan le 2 novembre tout en commandant de réprimer dans le sang la révolte entamée mi-mars contre le régime du président Bachar el-Assad. Une première déléguée d'environ 50 experts civils et militaires arabes est arrivée hier soir en Syrie. Une première équipe de la Ligue était arrivée jeudi à Damas pour préparer la mission. Le premier groupe d'observateurs sera divisé en cinq équipes de dix qui, outre à Homs, se rendront dès aujourd'hui à Damas, Hama et Idlib, puis iront demain à Qamechli, Tartous, Baraïs et Deir ez-Zor.

« Les observateurs travaillent dans des conditions que la Ligue arabe dit ne pas être bonnes (...). Je pense qu'on a mal négocié peut-être les conditions de travail des observateurs », a poursuivi M. Chalilou. « Certains observateurs sont arrivés à Homs », troisième ville du pays située à 160 km de Damas et bastion de l'opposition, où les forces syriennes ont lancé une opération majeure contre plusieurs quartiers, a-t-il poursuivi.

Mais lors de contacts téléphoniques avec ces observateurs, ils nous ont dit « on ne nous donne pas les moyens logistiques pour aller à Bab Amro ». Ils ont déclaré qu'ils ne peuvent pas aller là où les autorités ne veulent pas qu'ils aillent », a-t-il dit. « Nous demandons à la Ligue arabe d'intervenir pour dénoncer ce comportement, aux dirigeants arabes d'intervenir auprès du régime pour arrêter les massacres, aux Nations unies, au secrétaire général de l'ONU (Ban Ki-moon) et aux dirigeants européens d'intervenir pour dire : « Il faut mettre un terme à cette tragédie », a-t-il insisté.

Plus encore, un membre de la mission des observateurs a qualifié la répression du régime du président Bachar el-Assad contre les manifestants de « génocide ». « Le régime se venge du peuple », a affirmé l'Egyptien Moustachar Mahjoub, dans un entretien accordé à la chaîne al-Arabiya.

La France a de son côté demandé aux autorités syriennes de permettre aux observateurs de se rendre à Homs. « Alors que la répression n'a fait que s'accentuer (...), les autorités de Damas doivent impérativement permettre (...) l'accès dès cet après-midi des observateurs à la ville de Homs, où les violences sont particulièrement sanglantes », a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Sur le terrain, les forces syriennes ont lancé une offensive militaire majeure contre plusieurs quartiers de Homs, bastion de l'opposition au régime, à quelques heures de l'arrivée des observateurs arabes. « Des tirs d'obus et de mitrailleuses lourdes contre le quartier de Bab Amro ont fait

lundi (hier) matin 15 morts et des dizaines de blessés. La situation est effrayante et le piétonnage est plus intense que les trois derniers jours », a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Sept civils ont péri à Homs, selon la même source qui cite des militants sur place, et une femme a été tuée à Talbié, près de Homs. « Bab Amro est pilonné par l'artillerie lourde et des mitrailleuses antiaériennes », ont rapporté les Comités locaux de coordination (LCC), qui organisent la mobilisation sur le terrain.

L'OSDH, basé au Royaume-Uni, a de plus demandé au secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi,

« d'intervenir immédiatement pour empêcher un assaut contre l'hôpital al-Hikma, situé aux abords de Bab Amro, et « l'arrestation des blessés qui s'y trouvent ».

Dimanche, le CNS avait annoncé que le quartier de Bab Amro était « assiégé et sous la menace d'une invasion militaire de la part d'une force estimée à 4 000 soldats », après trois jours de bombardement continu. De plus, les forces de l'ordre « ont changé les poteaux indicateurs des noms des lieux » dans des régions de jabal el-Zaouia, dans la province d'Idlib, afin d'informer les observateurs en errant, a affirmé l'OSDH, demandant aux experts arabes de prendre contact directement « avec les militants des droits de l'homme sur le terrain ».

Plus au nord, trois civils, dont un adolescent, ont été tués dans la province de Hama quand les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Khattab, et un jeune homme de 17 ans a été tué par les tirs de l'armée à Saqrageb, dans la région d'Idlib. Toujours dans cette région,



Cette photo tirée d'une vidéo YouTube montre les corps de deux civils tués à Homs.

(Sources : agences et rédaction)

Scènes de carnage et habitants terrorisés à Homs

Une vidéo amateur tournée par des opposants syriens montre des scènes de carnage et des habitants terrorisés à Homs, foyer de l'opposition au régime du président Assad. Sur un des extraits vidéo, quatre corps disloqués, apparemment des civils, baignent dans leur sang dans une allée du quartier historique de Bab Amro. Les visages sont balafrés, les caravelles se répandent sur le sol. « Bab Amro, 26 décembre 2011, les bombardements aveugles se poursuivent dans le quartier », commente la voix off, couvrant des cris de femmes. « Où sont les Arabes ? Où est la communauté internationale ? Voilà ce qui est arrivé après que des tirs de mortier se sont abatues sur notre quartier », poursuit la voix off sur des images montrant des immeubles en ruines. « Ce sont des maisons détruites. Allah Akbar, Allah Akbar, les martyrs sont dans les rues. Les ambulances ne peuvent pas venir jusqu'ici. » La vidéo, censée avoir été tournée hier matin, montre aussi deux blindés ouvrant le feu près d'un bloc d'immeubles. Un troisième char effectue des manœuvres dans la rue, alors que résonnent des tirs nourris de mitrailleuses et d'armes automatiques.

Assad célébré aux obsèques des victimes des attentats de Damas

Des milliers de Syriens ont scandé « Mort à l'Amérique » et brandi des portraits du président Bachar el-Assad samedi lors des obsèques des victimes d'un double attentat-suicide qui a fait au moins 44 morts la veille dans la capitale syrienne, accusant même le Conseil national syrien (opposition) d'y être impliqué. La Syrie a imputé au réseau al-Qaïda les deux attaques de vendredi, qui ont frappé deux bâtiments des services de sécurité au lendemain de l'arrivée d'une délégation de la Ligue arabe. Certains adversaires d'Assad n'excluent pas que les attentats aient été planifiés par le gouvernement lui-même. Toutefois, les attentats n'ont pas été revendiqués jusqu'ici.

Daily Star (Liban / Lebanon)

Ghosh stands firm on charge of Al-Qaeda infiltration

By Hussein Dakroub and Hasan Lakkis

The Daily Star

BEIRUT: Defense Minister Fayed Ghosh stood firm Monday on his statement that Al-Qaeda members were entering Lebanon under the guise of Syrian opposition activists, rejecting March 14 criticism that his remarks aimed to serve the regime of embattled Syrian President Bashar Assad.

Ghosh called on all rival Lebanese factions to rally around the Lebanese Army to maintain the country's security and stability, saying his information was not based on speculation.

Editorial PAGE 7

Responding to the campaign launched by some March 14 politicians since his remarks on Al-Qaeda last week, Ghosh said in a statement: "What I have announced was not based on speculation, analysis and conclusions. It came as a result of information given to us which we deemed useful to tell the public about in an attempt to warn of its gravity to Lebanon, its security and stability and to place all [parties] before their national responsibilities." He did not identify the source of his information.

Former Prime Minister Saad Hariri dismissed Ghosh's statement that some Al-Qaeda members took shelter in Arsal. "There is only one Al-Qaeda. It is Bashar's Shabbiha and killers,"

TURN TO PAGE 10

Hariri told his supporters on the popular social networking website Twitter Monday night, referring to the Syrian president.

Ghosh's statement on the presence of Al-Qaeda members in the Bekaa town of Arsal drew fire from Progressive Socialist Party leader Walid Jumblatt.

Without naming Ghosh, Jumblatt said in his weekly article to be published by the PSP's weekly newspaper Al-Anbaa Tuesday: "I wish that some official quarters would have some wisdom, rationality and prudence in dealing with sensitive security issues."

"These matters should not be addressed through political and media statements but rather through raising the level of security coordination between official Lebanese apparatuses, namely the Lebanese Army intelligence and [Internal Security Forces] Information Branch like what happened during the discovery of Israeli spy networks and the case of Fatah al-Islam," Jumblatt added.

Ghosh, who belongs to the Marada Movement led by Zghorta MP Saleh Franjeh, who is allied with the Hezbollah-led March 8 alliance, regretted March 14's responses which, he said, portrayed his comments as if they were directed against a certain sect or aimed at discrediting the dignity of a Lebanese town by involving it in the issue of terrorism.

"We all know that the Lebanese, with all their different sects and affiliations, reject and fight terrorism because terrorism has no sect or religion. It is impossible [for terrorism] to find shelter in any Lebanese area or town," Ghosh said in his statement carried by the state-run National News Agency.

Ministerial sources said the Cabinet would uphold at its meeting Wednesday Ghosh's clarification on Al-Qaeda, while President Michel Sleiman would renew his confidence that the Lebanese, with their different sects and political tendencies, would not defend or accommodate terrorists in their land and houses. Prime Minister Najib Mikati will also renew the Cabinet's support and confidence in the military establishment and measures it is taking to defend Lebanon, the sources said.

Last week, Ghosh said arms were being smuggled and "some terrorist members of the Al-Qaeda organization" entered Lebanon through some illegal crossings on the Lebanese-Syrian border, particularly Arsal, under the guise that they belong to the Syrian opposition. He said controlling these operations is the responsibility of the army and security forces, saying he will bring up this issue with the Cabinet and brief it on the information he has in this respect.

Ghosh's statement has since come under fire from March 14 politicians who have accused him of seeking to serve the Assad regime which is facing serious challenges from a nine-month popular revolt.

Damascus has repeatedly claimed weapons have been smuggled into Syria from Lebanon in order to fuel the popular protests against the Assad regime.

Until recently, Syrian border crossings tended to occur in the Wadi Khaled district of Akkar, where refugees have been fleeing since the uprising began against the Assad government in mid-March.

But in the past few months attention has been focused on Arsal in the Bekaa, where there have been allegations of weapons being smuggled through the mountains that mark the border in east Lebanon.

In his statement Monday, Ghosh called on his critics "to stop their attempts aimed at shattering [the government's] confidence with the residents in the Arsal area or any other Lebanese area for political purposes which are known to everyone."

The minister said the Lebanese Army and security forces were doing their jobs perfectly.

Ghosh added that his statement on Al-Qaeda should constitute "an incentive for all [parties] to rally around the army and support it in what it is doing, especially since the protection of the Lebanese arena is the responsibility of every Lebanese citizen who is keen on the security and stability of this country."

Sleiman said Lebanon and the Lebanese are against terrorism.

Asked whether Al-Qaeda members had really crossed from Lebanon into Syria, Sleiman told reporters, after holding a closed-door meeting with Maronite Patriarch Bechara Rai in Bikfik to congratulate him on Christmas Day Sunday: "Lebanon is against terrorism. Lebanon is the country that paid most for fighting terrorism. This should be mentioned in its record. I am sure that any Lebanese and any Lebanese town will not accept to harbor terrorism. All are cooperating with the state to prevent terrorism from striking or harboring terrorists."

Akkar MP Khaled Daher from Hariri's parliamentary Future bloc rejected Ghosh's statement on the presence of Al-Qaeda members in Arsal. He said Ghosh's statement lacked "credibility and proof" and served the Syrian interest.

In a TV interview, Daher expressed regret that Ghosh and some government officials prefer "the interests of the Syrian regime at Lebanon's expense." He said Sleiman's statement on terrorism contradicted Ghosh's remarks which reflected "a lack of responsibility and disregard of the country's interest."

Another Akkar Future MP Mouin Methebi called on the government to disavow Ghosh's statement on the presence of Al-Qaeda members in Arsal.

"Ghosh's statement originated from the Syrian regime which brought him and brought this government. Also, President Michel Sleiman's remarks yesterday were contrary to Ghosh's statement which reflected a big disarray inside the March 8 camp," Methebi told Future News television. — With additional

Race against time to save Homs

At least 23 people were killed as Syrian tank forces battled opponents of Assad

REUTERS: At least 23 people were killed as Syrian tank forces battled opponents of President Bashar Assad in Homs Monday, and rebels said, with first group of Arab nations arrive in Syria to assess whether Damascus is adhering to a plan to end a nine-month crusade on pro-assadists in Syria. A member of the Arab delegation in Damascus said.

Fifty monitors and 10 officials from the Arab League surveillance were flying on a private Egyptian plane, a Cessna 441, en route and hence the aerial truck off.

Tenfold residents crowded in their homes in Syria's Homs, some makeshift sheds, machine gun and mortars into their neighborhoods, and amateur video filmed by anti-government activists showed carnage in a city street.

Poor bolts of what appeared to be main civilians lay broken under fallen Assad shelling, their limbs twisted, heads gashed and brains spilling out.

"What is happening is a slaughter," said Fadi, a resident near Bish Arrou who spoke on condition of anonymity.

"They hit us with more fire. Bish Arrou has been one of the hardest hit areas of Homs. A batch of rebels since the government began its crusade on a 9-month-old protest movement is seeking Assad's removal.

"This is Bish Arrou. Dec. 26 [2011], and the regular shelling is still falling on the neighborhood, a voice shouted over wretched screams in the yester-street. God is greatest" the man's voice shouted.

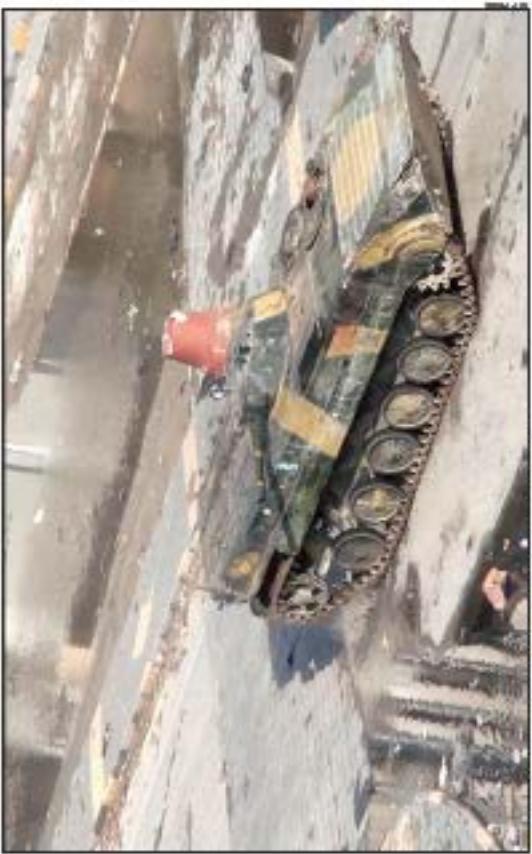
An armed insurgency is increasing-ly occupying civilian zones in Syria. Now many face a slide toward a secu- tation was pitting the Sunni Muslim majority, the driving force of the protest movement, against minorities that have mostly stayed loyal to Alawite government, particularly the Alawite sect to which Assad belongs. Fighting since has intensified since a deadly suicide bombing in Damascus Friday that killed 44 people.

Padri told Reuters via Skype that contacts the army, the around the area where he had in recent weeks had trapped rebels and other fighters. "They are benefiting from trenches. Neither the people nor the gunmen or army defectors are able to fire. The army has been decimating on the area for the past two days."

Other residents said the fighters have still been able to inflict casualties on the army.

"The violence is definitely two-sided," said a Homs resident who remained unnamed, "as Mohammad is protecting his safety." "We've been seeing some houses filled with wounded soldiers passing by my window in the past days. They're getting shot somewhere."

Pairs of horns were defended by the Free Syrian Army, made up of defectors from other quasi-governmental forces who say they have fled to protect civilians. "There are many qualities," activist Youm Homs told the Arabic opposition



WHO grab shows a Syrian tank driving through the city of Homs.

group from Homs. "It is very difficult to access them and provide treatment as a result of the heavy shelling throughout the neighborhood."

The Beirut-based Syrian Observatory for Human Rights documented numerous shelling reports in Homs on day's dashes. It also reported three people killed on the outskirts of Homs, north of Homs, as security forces fired on protesters.

Explosions were off in Douma, a Damascus suburb, as the army clashed with rebel fighters. In a town near the Turkish border, four anti-aircraft defectors were killed by security forces, the Observatory reported. Hence said it was "deeply worried by the continued determination in Homs" and urged Syria to allow moni-tors entry.

The initial 30 of 150 Arab League monitors left Cairo on their way to Syria Monday, and some were due to get to Homs Tuesday, a source at the group's headquarters in Cairo told Reuters. Their job will be to assess whether Assad is withholding tanks and troops from Syria's third largest city as demanded.

The first group of about 30 observers will be divided into five 10-man teams going to five locations. The head of the team, the Sudanese General Moustafa Dabie, told Reuters that Damascus had been cooperative thus far.

"Our Syrian brothers are compet-ing very well and without any reac-tion on our side," he said.

But he added that Syrian forces would be providing transportation for the observers - a move which may anger the anti-Assad opposition and

leave ten killed in otherwise inspired by other Arab uprising for one that have kept pro-government forces intact in search. An estimated one-third of deaths have occurred in around Homs.

The Syrian authorities blame the violence on foreign-backed ter-rorists - who they say have killed 2,000 members of the security forces. After six weeks of stalled discussions signed a protocol [this month to admit the Arab League monitors.

TURN TO PAGE 10

The UN says at least 5,000 Syrians

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

Syria fighting kills 20 ahead of observers' visit

A day before Arab observers were to have their first look at the city at the heart of a nine-month-old uprising, there was no sign of Assad implementing a plan agreed with the League to halt military repression of protests and start talks with opponents



Relatives and friends pray beside the body of a man killed by gunfire from security forces in Houla near Homs. Assad's forces are now tearing Homs apart.

► Twenty people were killed as Syrian armored forces battled opponents of President Bashar al-Assad in Homs on Monday, residents said, ahead of a planned visit by Arab League monitors to verify whether he is ending a violent crackdown on unrest. A day before observers were to have their first look at the city at the heart of a nine-month-old uprising, there was no sign of Assad implementing a plan agreed with the League to halt military repression of protests and start talks with opponents.

With an armed insurgency increasingly eclipsing civilian protests, many fear Syria is drifting towards sectarian war pitting majority Sunnis against Assad's minority Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam, especially after a double suicide bombing in Damascus on Thursday that killed 44 people. "The Baba Amr [district of Homs] is being exposed to fierce shelling from heavy machinegun fire, armored vehicles and mortars," the British-based Syrian Observatory for Human Right said in a statement.

"The violence is definitely two-sided," said a Homs resident who named himself only as Mohammed to protect his safety. "I've been seeing ambulances filled with wounded soldiers passing by my window in the past days. They're getting shot somehow." Parts of Homs are defended by the Free Syrian Army, made up of defectors from the regular armed forces, who say they have tried to establish no-go areas to protect civilians.

The Observatory documented names of those reported killed in Monday's clashes that began with raids and arrests by pro-Assad forces, which were also reported in Syria's second city of Aleppo, which had been spared from the upheaval until recently. The initial 50 of 150 Arab League monitors were due to arrive in Syria on Monday, and some will go to Homs on Tuesday, a source at the organization's headquarters Cairo told Re-

uters. Their job will be to assess whether Assad is going to withdraw tanks and troops from Syria's third largest city as promised.

"The Arab monitoring team will visit Homs as it is the most turbulent place," the source said.

Syrian state television has regularly shown some areas of the city of one million looking peaceful. But activist video posted on the internet shows other parts looking like a war zone of empty streets, bodies and shattered house fronts.

Syria has barred most foreign journalists since the revolt began, making it hard to verify reports of events on the ground.

10-man teams, spit five ways

The United Nations says at least 5,000 Syrians have been killed in the revolt, inspired by other Arab uprisings this year that have toppled three dictators, broke out in March -- and an estimated one-third of deaths have occurred in and around Homs. Assad says his government is facing an insurgency by gangs of terrorists. Arab League states persuaded him, after six weeks of threats and cajoling, to let 150 observers in to witness what is really happening on the ground.

The first group of about 50 monitors, led by Sudanese General Mustafa Dabi, will be divided into five 10-man teams going to five locations.

"We're waiting. Let's see," said Homs resident Mohammed. "We hope they work the way they should. We hope they will be neutral ... If they are neutral they will be condemning everyone but most especially the [Syrian] authorities because they are the ones who should be responsible for protecting people." He said some Homs districts were running out of food.

"My friends in Baba Amr, who have nothing to do with the troubles, say they don't have bread. They are under siege."

Arab League mission chief Dabi arrived in

Damascus on Friday while the capital was reeling from twin suicide bombings last week that marked an ominous escalation of the violence.

Assad's opponents say they suspect his government carried out the Damascus bombings itself to prove to the world that Syria is facing indiscriminate violence by armed Islamists and to intimidate the work of the Arab League monitors.

Assad's opponents have voiced skepticism about the Arab mission to oversee a peace plan they say Assad will not honor, given the continuing fierce repression against demonstrators.

The Syrian authorities blame the violence on foreign-backed armed Islamists who they say have killed 2,000 members of the security forces since the unrest flared in March.

One week enough to assess compliance

Dabi said he had met Arab League chief Nabil Elaraby in Cairo before departing for Damascus, laying down a "road map" for the mission's work, which he promised would be transparent.

In remarks carried on the Egyptian state news agency, Dabi said the mission would meet different groups in Syria, including the armed forces and members of the opposition.

It was not known if Syrian authorities would give the monitors enough freedom of movement to do their job properly. Syrian state media have not reported Dabi's arrival. After six weeks of stalling, Syria signed a protocol this month to admit the monitors under the plan calling for an end to violence, the withdrawal of troops from the streets, the release of prisoners and a reform-minded dialogue with the opposition. Elaraby said it would take only a week to find out if the authorities are respecting the terms of its peace plan. **Beirut** Reuters/AP

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

WHAT WILL HAPPEN TO KURDS?



**ERGUN
BABAHAN**

e.babahan@todayzaman.com

With a semi-presidential system, Turkey may seek to establish a voluntary federation with Kurds in Iraq and Syria. Such a federation may be run by a powerful president based on the principle of democratic equality. Certain experts in Ankara have long been brainstorming about this idea.

Therefore the debates on Turkey's new Constitution should be analyzed with one eye on regional developments. The debates about the term of the Turkish president, and who will become the prime minister if Erdogan is elected president, should be viewed also from this perspective.

True, the ruling Justice and Development Party (AK Party) is currently unable to draft a constitution on its own, but remarks from senior AK Party executives seem to imply that the ruling party will not have much difficulty doing this after all. AK Party Deputy Chairman Huseyin Tanrıverdi's statement, "Mr. Prime Minister should entertain more extensive powers when he is elected as President," is best interpreted in this light.

We are headed for interesting times. Everyone has their own game plan and their own capabilities. Unexpected alliances may pop up in Parliament to create a broad consensus about the new Constitution.

The reason why the government is moving at a snail's pace as regards the democratic initiative -- a government project launched two years ago to solve the problems with Kurds, by expanding the cultural rights of the Kurdish community -- may be that it is determined to build the new structure in an environment where the effects of the Kurdistan Workers' Party (PKK) are minimized. What is being discussed behind closed doors in Ankara is vitally important. This also applies to discussions in Washington and Arbil.

Iraq is quickly being pulled into the quicksand of religious conflict. In fact, a regional struggle for power is also affecting Syria, Turkey, Iran and Saudi Arabia are natural actors in this struggle while Israel tries to manipulate it with what is available to it.

A regional Sunni-Shiite conflict that worries Prime Minister Recep Tayyip Erdogan may be in the making. The region may be going headlong into a new upheaval.

What is obvious is that Syria and Iraq may lose their integrity in the near future. Developments imply that Kurds will seek full independence in both countries. While they are currently allied with Turkey, the Kurds of northern Iraq will inevitably seek to establish Kurdistan in the long run. The same goes for Syrian Kurds. Such a development may be perceived as a threat to the integrity of both of Turkey and Iran, but the country that can pursue smart policies may twist it to its advantage.

In this capacity, Turkey seems luckier. How so? First, in terms of historical relations with Kurds in the region. Second with regard to its progress in democratization. Third as regards US support,

One can hardly say that Washington's every plan is being fulfilled, but we must assume that the US has certainly many plans geared toward the region. One of them will relate to a Turkish-Kurdish alliance that will comprise a Syrian and Iraqi Kurdistan.

Gulf News (EAU / UAE)

League observer claims widespread killings in Homs

Four members given secret tour, activist says

Gulf News Report

Dubai A member of the advance Arab League delegation monitoring the situation in Syria has said government forces are committing acts of “annihilation” against civilians.

A Syrian activist claimed the Egyptian observer Mustashar Mahjoub was injured in shelling during a tour of the Homs neighbourhoods. A League official, however, denied any observer was injured.

In an interview to Al Arabiya, an emotional Mahjoub refused to say how and when he was wounded, but said he witnessed intense shelling of Baba Amr, a residential area in Homs. “I can’t even explain what is happening. This is not the time for meetings... it’s time for action,” he said.

“On Sunday night, our people managed to take four observers from their Damascus hotel without

the knowledge of the Syrian government to show them the reality of what is happening inside the neighbourhoods of Baba Amr and Khalidiya,” a Syrian activist told DPA.

Amateur video shot by activists showed carnage in a Homs street, and locals said they were afraid to leave their homes yesterday as tanks appeared to target residential areas with machine gun and mortar fire.

23 more killed

In the video, four bodies of what appear to be male civilians lie bloodied under fallen power lines in a narrow alleyway of Baba Amr. “This is Baba Amro, December 26, 2011, and the random shelling is still falling on the neighbourhood,” a voice shouts over screams.

At least 23 people were killed before 60 of the first main batch of League observers arrived yesterday.

See also Page 13

The National (EAU / UAE)

Arab League team told of 'slaughter' in Homs

Activists call for urgent visit to rebel city

Government forces are 'annihilating' civilians, says opposition leader, as first group of observers arrives to monitor peace deal

The National staff

Syria's opposition yesterday urged Arab League observers monitoring a peace deal to go urgently to Homs as 23 more people died in or near the western city that has become the centre of the revolt against the regime of Bashar Al Assad.

Government forces are "annihilating" civilians in the city and 4,000 soldiers are massing there, said Burhan Ghalioun, the leader of the main opposition group, the Syrian National Council.

"Residents are calling for help and warning of the imminent danger they face if the Arab League does not immediately send its observers there," the council said.

Later Mr Ghalioun claimed that monitors were already in Homs but "cannot go where the authorities do not want them to go", although his claim could not be confirmed.

An advance group of 50 Arab League observers arrived in Syria yesterday to oversee a deal aimed at ending a bloody crackdown on a revolt that has shown no signs of abating since erupting in March.

The mission will eventually include about 150 monitors in teams of 10. Some members of the delegation said they planned to visit Homs tomorrow.

"We are in Damascus now and have started our mission and will head to other cities faster than you think," said General Mustafa Dabi of Sudan, who is leading the mission. "Our Syrian brothers are

co-operating very well and without any restrictions so far."

Residents and activists say Homs has been under heavy fire for days, killing dozens.

"Rocket fire and heavy machine-guns in the Baba Amro quarter killed at least 14 people and wounded dozens," the UK-based Syrian Observatory for Human Rights said. "The situation is frightening and the shelling is the most intense of the past three days."

Activists said Syrian army tank shells demolished 20 homes in one district of the city, killing about 45 people and wounding 245 in the past five days.

"What's happening is a slaughter," said Fadi, a resident living near the Homs neighbourhood of Baba Amr. He said it was being hit with mortar shells and heavy machinegun fire.

Six civilians died in other parts of the city yesterday and another three, including a 14-year-old boy, were shot dead when security forces opened fire on a demonstration in Khattab in neighbouring Hama province.

"The violence is definitely two-sided," said a Homs resident who named himself only as Mohammed. "I've been seeing ambulances filled with wounded soldiers passing by my window in the past days. They're getting shot somehow."

Syria, continued on a8 →

→ Editorial, page a15

→ Syria, from page a1

Parts of Homs are defended by the Free Syrian Army, made up of defectors from the regular armed forces, who say they have tried to establish no-go areas to protect civilians.

Gen Dabi said the Syrian government would be providing transport for the monitoring mission, which may anger the opposition and spark accusations of censorship.

The general, who arrived in Damascus on Saturday, said he had already met the foreign minister and his deputy, and several officials from the armed forces. He warned those watching the mission not to jump to conclusions about the results. "Give us some time, we just got here," he said.

"The element of surprise will be present," said Mohammed Salem Al Kaaby, a monitor from the UAE.

The Syrian foreign minister, Walid Muallem, said he expects the observers to vindicate his government's contention that the violence was the work of "armed terrorists".

Western governments and rights watchdogs blame Mr Al Assad's regime for the bloodshed.

Opposition leaders said Syria agreed to the mission after weeks of prevarication as a ploy to head off a threat by the 22-member League to go to the UN Security Council over the crackdown.

Mr Muallem met the advance team of Arab League officials on Saturday, in talks his spokesman called "positive".

The mission's mandate is to confirm that the Syrian government is executing the Arab League initiative by withdrawing the military from cities, releasing prisoners and allowing Arab and international media to visit.

Syria has barred most foreign journalists since the revolt began, making it hard to verify reports of events on the ground.

The Syrian authorities have blamed the violence on foreign-backed Islamists who they said have killed 2,000 members of the security forces.

After six weeks of stalling, Damascus signed a protocol this month to admit the Arab League monitors.

★ Reporting by Bloomberg News, Reuters and the Associated Press

The Syrian authorities have blamed the violence on foreign-backed Islamists

The National (EAU / UAE)

Credibility test for Arab League in Syria mission

The first observers dispatched by the Arab League to monitor the situation in Syria arrived on Thursday. The following day, more than 40 people were killed in two suicide car-bomb attacks against intelligence agencies in Damascus.

This mission should mark a turning point in the Syrian crisis, deterring further bloodshed and holding the regime accountable for continued violence. For that to be true, however, the Arab League has to show its determination for fair and comprehensive reporting.

The choice of the mission's leader, Gen Muhammad Ahmad Al Dabi, is not particularly promising. The Sudanese general is accused of training elements of the Janjaweed, the Arab militias that have been responsible for crimes against civilians in Darfur. Whether this is true or not, it has already raised doubts about the mission.

Hopes were high that the presence of the observers would lead to a decrease in the violence. This still may be true – only today will observers begin to visit the worst-hit areas. Although logistical arrangements take time, every delay is costing lives.

The protocols that Syria has signed give observers permission to visit every area of the country. We hope that includes an immediate mission to Homs where the Bab Amr neighbourhood reportedly was under heavy attack for the third consecutive day yesterday. The president of the opposition Syrian National Council, Burhan Ghalioun, has accused the regime of "annihilating" civilians in the neighbourhood.

This is the same conduct that the Arab League so strongly condemned when it suspended Syria's membership last month. That action was seen by many as a sign that the League was prepared for a more robust international role. It will only be meaningful if it is followed by action.

There is no doubt that Damascus will try to manipulate the mission to its own ends. And the confusion after last week's bombings demonstrated that unknown parties are conducting a deliberate campaign of misinformation: Al Jazeera and Al Arabiya satellite channels were partially jammed, and there was a botched attempt to clone a Syrian Muslim Brotherhood website and attribute responsibility to Islamists.

The observers must recognise the gravity of their mission. Any action against the Syrian regime will hinge on their findings. If they fail, the chances for armed resistance and sectarian strife will worsen. This mission, the first of its kind for the Arab League, is also a test of its changing role in the region.



*Every delay is
costing lives*

Observers urged to head for 'besieged' Homs

■ Syria accused of changing road-signs to confuse team

DAMASCUS — Heavy gunfire killed 20 people in Syria's besieged city of Homs Monday as newly arriving Arab League observers were urged to head immediately to one of the country's most serious hot spots as Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said the Syrian authorities had changed road signs in another hot spot, Idlib province, to confuse the observers.

"Rocket fire and heavy machine-guns in the Baba Amro quarter killed at least 14 people and wounded dozens," the Syrian Observatory said in a statement from Nicosia.

"The situation is frightening and the shelling is the most intense of the past three days," it said.

"The observers must head immediately to the martyrs' district of Baba Amro to stop the assassinations and meet with the Syrian people so

that they witness the crimes being perpetrated by the Syrian regime," the Observatory said Monday.

That demand was echoed by France. "The Damascus authorities must imperatively, in accordance with the Arab League plan, allow observers access this afternoon to the city of Homs, where the violence is particularly bloody," foreign ministry spokesman Bernard Valero said.

An advance team of Arab monitors arrived Thursday to pave the way for the observer mission to oversee the deal aimed at ending the crackdown, which the UN estimates has killed more than 5,000 people since March.

Opposition groups have said the observers must stop their work if they are blocked by the authorities from travelling to places like Homs. "We hold the Arab League and

the international community accountable for the massacres and bloodshed committed by the regime in Syria," the SNC said.

General Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi, a veteran Sudanese military intelligence officer who is heading the observer mission, arrived in Damascus on Sunday evening, a source told AFP. In a meeting with AFP in Khartoum last week, the 63-year-old Dabi distributed a curriculum vitae that outlined a hardcore military background, including three years as chief of military operations against the insurgency in what is now South Sudan.

Syrian Foreign Minister Walid Muallem has said he expects the observers to vindicate his government's contention that the violence is the work of "armed terrorists." — Agencies

China Daily

Syria fighting kills 13 ahead of Arab monitor visit

BEIRUT — Thirteen people

were killed as Syrian armored forces battled opponents of President Bashar al-Assad in Homs on Monday, residents said, ahead of a planned visit by Arab League monitors to verify whether he is ending a crackdown on unrest.

A day before observers were to have their first look at the city at the heart of a nine-month-old uprising, there was no sign of Assad implementing a plan agreed with the league to halt a military crackdown on protests and start talks with opponents.

With an armed insurgency increasingly eclipsing civilian protests, many fear Syria is drifting toward sectarian war pitting majority Sunni Muslims against Assad's minority Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam, especially after a double suicide bombing in Damascus on Thursday that killed 44 people.

"The violence is definitely two-sided," said a Homs resident who named himself only as Mohammed to protect his safety. "I've been seeing ambulances filled with wounded soldiers passing by my window in the past days. They're

getting shot somehow."

Parts of Homs are defended by the so-called Free Syrian Army, made up of defectors from the regular armed forces, who say they have tried to establish no-go areas to protect civilians.

The initial 50 of 150 Arab League monitors were due to arrive in Syria on Monday, and some will go to Homs on Tuesday, a source said at the organization's headquarters in Cairo.

Their job will be to assess whether Assad is going to withdraw tanks and troops from Syria's third largest city as promised.

"The Arab monitoring team will visit Homs as it is the most turbulent place," the source said.

Syrian state television has regularly shown some areas of the city of one million people looking peaceful. But activist video posted on the Internet shows other parts looking like a war zone of empty streets, bodies and shattered houses fronts.

The United Nations says at least 5,000 Syrians have been killed in the revolt, and an estimated one-third of deaths have



EPA/ASSOCIATED PRESS

Syrian demonstrators living in Egypt hold Libya's new flag as they gather for a candlelight vigil in support of anti-government protesters in Syria near the Arab League headquarters in Cairo on Sunday.

occurred in and around Homs. Assad says his government is facing an insurgency by gangs of terrorists.

Arab League states persuaded him, after six weeks of threats and cajoling, to let 150 observers to witness what is happening on the ground.

The first group of about 50 monitors, led by Sudanese General Mustafa Dabb, will be divided into five 10-man teams

Syria is facing indiscriminate violence by armed Islamists and to intimidate the work of the Arab League monitors.

The Syrian authorities blame the violence on foreign-backed armed Islamists who they say have killed 2,000 members of the security forces since the unrest flared in March.

Assad's opponents say they suspect his government carried out the Damascus bombings itself to prove to the world that

Global Times (Chine / China)

First group of Arab League monitors expected to arrive in restive Homs

Arab League monitors are expected to visit Syria's restive city of Homs today to assess whether Damascus is ending its nine-month-old crackdown on protests, Reuters reported, citing a source at the mission, while heavy gunfire continued in Homs yesterday.

The initial 50 of 150 Arab League monitors were due to arrive in Syria yesterday, and some will go to Homs today, a source at the organization's headquarters in Cairo told Reuters. Their job will be to assess whether Syrian President Bashar al-Assad is going to withdraw tanks and troops from Syria's third largest city as promised.

The first group of about 50 monitors, led by Sudanese General Mustafa Dabi, has been divided into five 10-man teams going to five locations, including the capital Damascus, Hama, Idlib and Qamishly, within two days, Reuters said.

"We are in Damascus now and have started our mission and will head to other cities faster than you think," Dabi told Reuters by telephone, "Our Syrian brothers are cooperating very well and without any restrictions so far."

China said it hopes the Arab League will strengthen coordination with Syria and make substantial progress in the implementation of the observers' protocol and an all-round cessation of violence, so as to create conditions for resolving the Syrian crisis within the framework of the Arab League, China's foreign ministry spokesman Hong Lei told a regular

press conference yesterday.

China also condemns the twin suicide bombings against the security services in central Damascus early Friday morning, which killed 44 people, hours before Arab League mission chief Dabi arrived in Damascus.

"The explosions in Syria showed again the importance and urgency of settling the Syrian crisis through peaceful dialogue," Hong said.

However, whether the monitors can get a true picture of the situation is under serious doubt, said a Global Times source who entered Homs last week, although the delegation expects to be able to move freely between hospitals, prisons and detention centers all over Syria.

"Homs is usually quite peaceful during the daytime, and the government forces will use heavy weapons, including tanks and cannons, to shell the strongholds of the Free Syrian Army," the source said. "If the Arab League monitors can't spend a night in Homs, they will see nothing but a quiet city."

The Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said in a statement yesterday that 20 people were killed by heavy machine guns in the Baba Amro district, according to AFP.

.....
Agencies – Global Times

Page Editor:
liying0101@globaltimes.com.cn



Tehran Times (Iran)

Dictators negotiate over democracy: Ahmadinejad

**TEHRANTIMES
Political Desk**

QOM — It is a “bitter joke” that a number of dictators have assembled to negotiate over freedom and election in other countries, President Mahmoud Ahmadinejad said on Monday.

Probably President Ahmadinejad was referring to the Arab League leaders who have given ultimatum to Syria to end clashes with insurgents and sent observers to the country.

Ahmadinejad said that it is a “strange historical event” that dictators prescribe lessons of democracy and free elections, something which he said “the wise would laugh at.”

Ahmadinejad added Iran has warned those countries that they will experience the same fate. “We gave them a message that their turn will come.”

Ahmadinejad who had travelled to Qom on Monday morning to inaugurate Masken-e-Mehr project (Mehr Housing project) the Neyzar cement factory, also said, “We (Iranians) have ideal and a unique message which resists poverty and class division...We believe our culture is a remedy for all humanity’s calamities.”

In addition, Ahmadinejad said that every great “message” is required to have scientific support to prove itself and pave the way for its implementation. “If we talk of progress while poverty is rampant in our country, our message is doomed to failure overseas,” the president noted.

He added, “60 or 70 years ago people considered Marxism as their savoir but the current status of the former Soviet Union countries indicates that they were wrong.”

Elsewhere in his remarks he pointed to the subsidy reform plan, saying, “Our subsidy plan is an effective one and the world admires Iran for this great achievement.”

Unipolar push dangerous for Middle East

By Wu Singbing

The current situation in Syria has become the focus of change in the Middle East. The Arab monarchies, Turkey and the US are trying to drive the political situation in Syria. These countries are attempting to use the changes in the Middle East to promote a unipolar hegemony, which goes against the multi-polarization caused by the Middle East changes.

The self-immolation of a Tunisian vendor a year ago triggered changes sweeping through the Middle East. Tunisia, Egypt, Libya and Yemen have seen regime change and Sudan was split into two countries.

The Arab monarchies, led by Saudi Arabia, have adopted an aggressive strategy to protect themselves.

At home, the Arab monarchies are striving to steady themselves and protect royal control. Various countries took harsh crackdown on the domestic protests. Countries like Saudi Arabia

tions are obvious. They intend to highlight the superiority of their own regimes since these changes take place in republics instead of monarchies. By driving changes in republics, they try to create the image that they support the Arab public, and ensure the republics have no time and energy to threaten the monarchies.

This makes it easier for the monarchies to calmly handle their domestic matters. If the republics fall into economic difficulties, the monarchies can become more dominant by providing economic aid.

And if the republics go through long-term upheaval, the monarchies can highlight the negative effects of reforms to suppress their own public's appeal for change.

On the US side, the Tunisian and Egyptian regimes, US allies, collapsed first. If Iran benefits from the changes, it'll be a strategic loss for the US.

For the US, Iran has become a challenger in the Middle East and threatens the security of America's two regional allies, Israel and Saudi Arabia. The US has been trying to deal with

Iran and its ally Syria at the same time.

The bi-polar structure, pro-US or anti-US, that formed during the Cold War, highlighted such problems as political anarchy and economic growth diverted from social. These problems are especially serious inside the pro-US camp. It triggered people's dissatisfaction and led to the Middle East changes.

The three great republics, Egypt, Iraq and Syria, in the storm of the upheavals, have become the core of breaking the bi-polar system.

Generally the Middle East changes will push the bi-polar system to evolve into a multi-polar system.

Arab countries such as Egypt, Iraq, Syria, Saudi Arabia and Algeria and other countries such as Turkey, Iran and Israel, are likely to become poles of the multi-polar strategic structure in the Middle East.

But the US and Arab monarchies are still trying to propel a unipolar hegemony led by the US. And Turkey is attempting to establish its own party unipolar hegemony.

These countries know that the traditional bi-polar structure can't be maintained but regard it as an opportunity to establish a unipolar hegemony for themselves. They might intend to solve the newly-emerging problems in traditional ways.

As a big country which has previously played only a small role in the Middle East, China doesn't seek to establish any kind of unipolar hegemony in the Middle East.

On the contrary, China can only benefit by opposing any other country establishing unipolar hegemony.

In this sense, the bi-polar structure in the Middle East is beneficial to China, but a multi-polar structure is more helpful for China to expand its strategic space.

China should drive the multi-polar trend in the Middle East on the basis of respecting independence and seeking common development.

The author is the deputy director of the Arabic Department with Peking University.

spme@globaltimes.com.cn